

L'AFFAIRE DES TURCS

Jamais l'Église n'a voulu affronter le gouvernement

Le lundi 14 mars. Le ministre de l'Immigration du Canada, M. Benoît Bouchard, exclut la possibilité de renverser l'avis de déportation émis contre une quarantaine de Turcs. « L'affaire des Turcs », connue depuis quelques jours, continue de faire les manchettes des médias d'information.

● Le mercredi 16 mars. Encouragés par un mouvement de sympathie populaire qui ne cesse de prendre de l'ampleur, les Turcs annoncent qu'ils ne se rendront pas au rendez-vous à l'aéroport de Mirabel.

● Le jeudi 18 mars. Le premier ministre Brian Mulroney exprime son appui au ministre Bouchard. L'avocate des

Turcs, Me Diane Bélanger, obtient le soutien de l'archevêché de Montréal.

● Le vendredi 19 mars. Dans une rencontre à laquelle participent Me Diane Bélanger et l'abbé Robert Beaupré, directeur intérimaire de l'Office des oeuvres du diocèse de Montréal, l'idée d'utiliser une salle d'église pour assurer une plus grande visibilité au problème des Turcs fait surface.

● Le samedi 20 mars. L'abbé Beaupré, mandaté par ses supérieures ecclésiastiques pour représenter l'archevêché de Montréal dans ce dossier, déniche une église disponible pour recevoir les Turcs.

● Le dimanche 20 mars. Ismaïl Ozkan, premier Turc à devoir prendre l'avion à destination de son pays d'origine, défie l'ordre de déportation émis contre lui et se présente au sous-sol de l'église Saint-Robert-Bellarmin, où il passe la nuit.

● Le mardi 22 mars. Ayant accepté la demande de la ministre de l'Immigration du Québec, Mme Louise Robic, de laisser à son ministère le temps d'émettre des certificats de sélection à des Turcs, le ministre Bouchard suspend les ordres de déportation du gouvernement fédéral. C'est l'euphorie à l'église Saint-Robert-Bellarmin, où sont réunies près de 300 personnes. Manifestement soulagé et souriant, Ismaïl Ozkan reprend ses valises et retourne chez lui, à Montréal.



JULES BÉLIVEAU

Les autorités catholiques du diocèse de Montréal ne cachent pas leur satisfaction. Elles n'ignorent pas que sans leur soutien, Ismaïl Ozkan et quelques autres Turcs auraient sans doute déjà quitté le sol canadien. Le coup de l'église transformée en refuge ou, si l'on préfère, en lieu de ralliement pour les Turcs menacés d'expulsion et leurs sympathisants, apparaît encore aujourd'hui comme particulièrement brillant. L'archevêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire, tout comme son principal collaborateur, Mgr Jean-Claude Turcotte, l'abbé Robert Beaupré et le curé de la paroisse Saint-Robert-Bellarmin, l'abbé Jacques Lapointe, se gardent toutefois d'afficher des airs triomphants. « Nous avons fait ce que nous devions faire », disent-ils.

Mais l'Église ne s'est-elle pas sentie coupable d'affronter l'autorité gouvernementale ou même de sembler défier la loi? Mgr Turcotte ne voit pas du tout les choses ainsi. Il insiste d'abord sur la complexité de la loi canadienne de l'immigration et sur le dilemme difficile dans lequel était plongé le ministre Bouchard. Et il poursuit en parlant des Turcs menacés de déportation. « Il ne s'agit pas de boîtes de conserve, mais d'êtres humains! » lance-t-il.

L'évêque auxiliaire souligne également que ces personnes étaient placées « dans une situation très cruelle et très onéreuse » qu'elles n'avaient aucun moyen d'affronter seules.

Selon Mgr Turcotte, c'est à cause de la vision chrétienne de l'Évangile que les autorités ecclésiastiques de Montréal ne pouvaient pas se désintéresser de la menace planant sur la tête de ces pauvres gens. « C'est pourquoi, explique-t-il, nous avons demandé au ministre de l'Immigration de dépasser les lois actuelles et d'exercer à l'endroit de ces gens le pouvoir discrétionnaire que lui accorde la loi. »

Un problème particulier

Dans une déclaration écrite transmise à La Presse en guise de réponse à une demande d'entrevue, Mgr Grégoire rappelle pour sa part que l'Église de Montréal a acquis une grande sensibilité à la situation des immigrants et des réfugiés. « Ces nouveaux arrivés, note-t-il, nous ont fait connaître les conditions de vie dans leur pays d'origine et les difficultés de toutes sortes qu'ils devaient affronter. Ils nous ont appris à connaître la culture et les valeurs de plusieurs peuples. L'intervention en faveur des personnes turques déplacées qui sont arrivées l'année dernière est un problème particulier. Des familles sont venues de bonne foi, mais elles ont été influencées par des informations fausses ou incomplètes. Plusieurs familles se sont retrouvées dans une situation de misère et de nombreuses personnes qui les ont accompagnées étaient convaincues qu'elles ne pouvaient se réinsérer dans leur communauté d'origine si elles devaient quitter le Canada. »

Mgr Grégoire souligne que la solidarité exprimée aux familles turques par l'archevêché de Montréal « est basée sur le commandement de Jésus de s'associer aux plus pauvres, de partager avec eux, de leur exprimer de la compréhension, de les aimer indépendamment de leur foi, de la



L'abbé Jacques Lapointe, curé de Saint-Robert-Bellarmin: « Après ces jours-là, j'ai pensé que ce que nous avons vécu ensemble nous aidera à mieux nous comprendre. »

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

couleur de leur peau ou du passé de leurs ancêtres ».

L'archevêque ajoute que cela n'a pas été fait n'importe comment. « À mes collaborateurs, dit-il, j'avais clairement exprimé ma volonté qu'on ne défie pas la loi. On n'a caché personne. Il était clair pour tous que les responsables ne s'opposeraient pas aux interventions de l'autorité civile. »

L'abbé Beaupré, qui a représenté l'archevêché de Montréal dans l'opération d'aide aux Turcs, confirme que l'engagement de l'Église auprès des personnes menacées de déportation devait exclure tout geste de résistance à quelque intervention de représentants de l'autorité civile. Il convient que le choix d'une église comme lieu de ralliement des Turcs et de leurs sympathisants a très probable-

ment contribué au succès de l'entreprise. Mais, fait-il remarquer, il a été bien entendu que l'expression « droit d'asile » ne devait pas être utilisée.

« Il nous fallait un escabeau... »

« Notre objectif, confie l'abbé Beaupré, c'était de présenter au gouvernement un aspect complémentaire au dossier. Nous ne vou-

lions pas l'affrontement pour l'affrontement. Mais nous savions qu'il nous fallait accéder à une certaine visibilité pour que la négociation s'établisse. Depuis 10 mois, nous avons pris des positions et écrit des lettres au ministre, mais ça n'avait rien donné... Il nous fallait un escabeau pour regarder le ministre dans les yeux! »

Familier avec les problèmes des

immigrants et des réfugiés, auxquels il a consacré une bonne partie de son temps depuis 10 ans, l'abbé Beaupré sait bien que le dossier des Turcs n'est pas fermé. Il dresse néanmoins un bilan positif de l'épisode de l'église Saint-Robert-Bellarmin et souligne au passage « le coup de pouce extraordinaire des médias d'information ».

Le maître d'oeuvre de l'intervention de l'archevêché de Montréal n'a qu'un mot pour décrire l'appui manifesté par la population: « fantastique ». Mais il se dit étonné d'avoir reçu des appels téléphoniques parfois hystériques: des Canadiens d'origine arménienne, se remémorant le génocide perpétré contre leur peuple il y a quelque 70 ans, n'acceptaient pas que l'Église catholique se porte au secours de Turcs musulmans. Une femme d'Ottawa disait reconnaître dans les journaux les visages de terroristes fichés dans un dossier qu'elle avait en sa possession. D'autres personnes trouvaient les Turcs « malpropres et affreux ».

Une expérience dure et enrichissante

Le curé de la paroisse Saint-Robert-Bellarmin, qui avoue n'avoir jamais vécu, de toute sa vie, un événement semblable à celui d'il y a quelques jours, dit que cela a constitué pour lui une expérience à la fois dure et enrichissante. Il a entendu des catholiques pratiquants lui reprocher d'avoir ouvert les portes de son église à des musulmans. Mais il a reçu surtout des témoignages d'appui, de solidarité et de fraternité.

L'abbé Lapointe assure que si son geste humanitaire fait à l'endroit des Turcs lui était inspiré par l'Évangile, jamais l'idée d'essayer de convertir les musulmans au christianisme n'a effleuré son esprit. « Mais après ces jours-là, dit-il, j'ai pensé que ce que nous avons vécu ensemble nous aidera à mieux nous comprendre. »

Mgr Bernard Hubert, évêque de Saint-Jean-Longueuil, est heureux de l'intervention de l'archevêché de Montréal dans le dossier des Turcs menacés d'expulsion. Il estime qu'il s'agit d'un geste de solidarité et de dialogue plutôt que d'un geste politique. S'il se dit conscient de la complexité du problème auquel était confronté le ministre Bouchard et de l'importance pour un pays d'avoir des lois protégeant ses frontières, il souligne que, dans certains cas, il faut savoir relativiser. Par exemple, souligne l'ancien président de la Conférence des évêques catholiques du Canada, l'aspect humanitaire dans le cas des Turcs avait beaucoup d'importance: ces gens, qui n'ont rien devant eux, sont au Canada depuis plus d'un an. Il y a parmi eux des enfants pour lesquels un retour en Turquie aurait des conséquences graves.

« Ce qui me frappe et me préoccupe, ajoute Mgr Hubert, c'est qu'on semble oublier les milliers d'autres personnes en attente de statut. Ça m'étonnerait qu'il y ait aussi une mobilisation pour toutes ces personnes. »

Selon Mgr Hubert, les quelque 40 000 personnes réfugiées au Canada qui attendent depuis un an, deux ans, trois ans ou même quatre ans que l'on statue sur leur cas ne peuvent être tenus responsables de l'embourgeoisement actuel du système et ne devraient pas en subir les conséquences fâcheuses. Il importe que le Canada trouve un moyen d'accorder un traitement humanitaire à tous ses réfugiés et qu'il mette au point un système d'analyse des cas dont le rythme soit acceptable.

SUITE À LA PAGE B 4

Les bidonvilles guatémaltèques

L'apparence de Guatemala City en a pris pour son rhume au cours des dernières années. De 600 000 qu'elle était en 1975, la population de la capitale est passée à 2,3 millions en 1987. Trente-trois p. cent de ses habitants vivent aujourd'hui entassés dans des bidonvilles.



B 5

Israël à 40 ans

Israël s'apprete à fêter son 40^e anniversaire. Comment expliquer que les Israéliens se sentent prématurément vieillissés, las, découragés et se posent des questions que la jeunesse ne se pose pas?



B 6

Mitterrand au premier tour

Le président français François Mitterrand devrait être le grand gagnant du premier tour de scrutin de la prochaine élection. Au deuxième tour, il semble avoir plus de chances que ses deux principaux concurrents, Jacques Chirac et Raymond Barre.



B 7

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président et éditeur

Michel Roy
éditeur adjoint

Claude Gravel
directeur de l'information

Jean-Guy Dubuc
editorialiste en chef

Éditorial

L'empire Desjardins

Les Caisses populaires Desjardins sont-elles une grande banque ou un simple mouvement coopératif? Il y a souvent une confusion dans l'esprit des Québécois qui voient mal comment les deux aspects peuvent se combiner harmonieusement.

Le Mouvement Desjardins n'est pas une banque au sens strict du terme mais, avec ses actifs de \$30 milliards, il est indubitablement une très grande institution financière qui se diversifie dans tous les domaines de la finance. Contrairement aux banques, il contrôle aussi des investissements en dehors des secteurs financier et immobilier.

Même si l'organisation administrative du Mouvement et de ses filiales n'est pas foncièrement différente de celle d'un groupe privé, le contrôle de la gestion repose sur une structure coopérative. En fin de compte, ce sont les 1345 caisses populaires et leurs membres qui sont les propriétaires du Mouvement et qui exercent leurs prérogatives selon un processus démocratique.

Cette dualité présente des avantages pour les Québécois. La structure coopérative donne une garantie d'un contrôle largement répandu dans l'ensemble de la province. Avec le Mouvement Desjardins, une partie au moins de l'épargne des Québécois sera utilisée prioritairement dans leur communauté ou ailleurs au Québec. Cet aspect est surtout important dans les régions éloignées des grands centres où les particuliers et les petites entreprises pourraient avoir de la peine à obtenir des crédits. Les grandes banques à charte ont du reste reconnu que l'idée fondamentale du Mouvement Desjardins est saine et rentable car elles aussi cherchent maintenant la clientèle des régions éloignées.

On peut cependant se demander si le modèle coopératif a encore un sens dans une grande ville, comme Montréal, extrêmement bien desservie par les banques. Le besoin ne s'y fait pas sentir au même point qu'ailleurs de garder l'épargne locale dans la communauté; Montréal aurait plutôt tendance à attirer l'épargne du reste de la province. Les Montréalais ont donc plus de peine à faire la distinction entre une caisse populaire et une succursale bancaire qu'ailleurs, où la caisse est une véritable institution sociale.

C'est le succès du mouvement coopératif et des caisses populaires partout au Québec qui a donné lieu à l'aspect de «grande banque» que certains déplorent. Le regroupement des caisses est nécessaire pour leur assurer l'accès aux réserves dont toute institution de type bancaire doit disposer. Il permet aussi de réaliser dans leurs opérations et dans leur équipement les économies d'échelle que les succursales bancaires ont naturellement à cause de la centralisation du pouvoir de décision dans les banques. Enfin, le regroupement donne la possibilité à un membre d'utiliser une autre caisse que la sienne pour effectuer ses dépôts et ses retraits.

Le Mouvement Desjardins dispose ainsi d'un centre qui a ses propres actifs et qui doit les utiliser de la façon la plus profitable pour que les caisses puissent abaisser leurs frais d'exploitation. Par ailleurs, le Mouvement doit développer de nouveaux services financiers que les caisses pourront offrir à leurs membres. Cela explique l'enthousiasme avec lequel le Mouvement Desjardins a saisi les possibilités offertes par le décloisonnement des secteurs financiers.

Cette tendance ne devrait cependant pas aller jusqu'au point où le Mouvement Desjardins ferait la concurrence à ses membres les plus importants. Il semble l'avoir compris dans le cas des agences de voyages: le Mouvement Desjardins n'essayera pas de remplacer les agents de voyages auprès du public mais leur offrira des services qu'ils pourront revendre au public. Après quelques hésitations, le Mouvement Desjardins est revenu à sa vocation qui est d'aider l'économie québécoise et non de la dominer.

Frédéric WAGNIÈRE

Claude Gravel

Claude Gravel va quitter *La Presse* dans quelques jours pour occuper au journal *Le Soleil* les fonctions de rédacteur en chef et éditeur adjoint. Il ne s'agit pas seulement d'une étape nouvelle dans la vie professionnelle de notre collègue: à 44 ans, il atteint l'un des hauts-lieux du journalisme quotidien, il accède à la direction générale d'une grande salle de rédaction du Québec.

Cette vigoureuse ascension, en 20 ans de journalisme, il la doit à son talent, certes, mais aussi à son travail incessant, presque obstiné, qui ne s'explique pas sans la ferveur que procure à ceux qui l'exercent la passion de ce métier exigeant.

Tout le personnel de la rédaction de *La Presse* qui faisait équipe avec lui ces dernières années, les chefs de services et les cadres de l'entreprise, le président et éditeur, M. Roger D. Landry, le félicitent et lui souhaitent bon succès dans l'accomplissement de ses nouvelles fonctions.

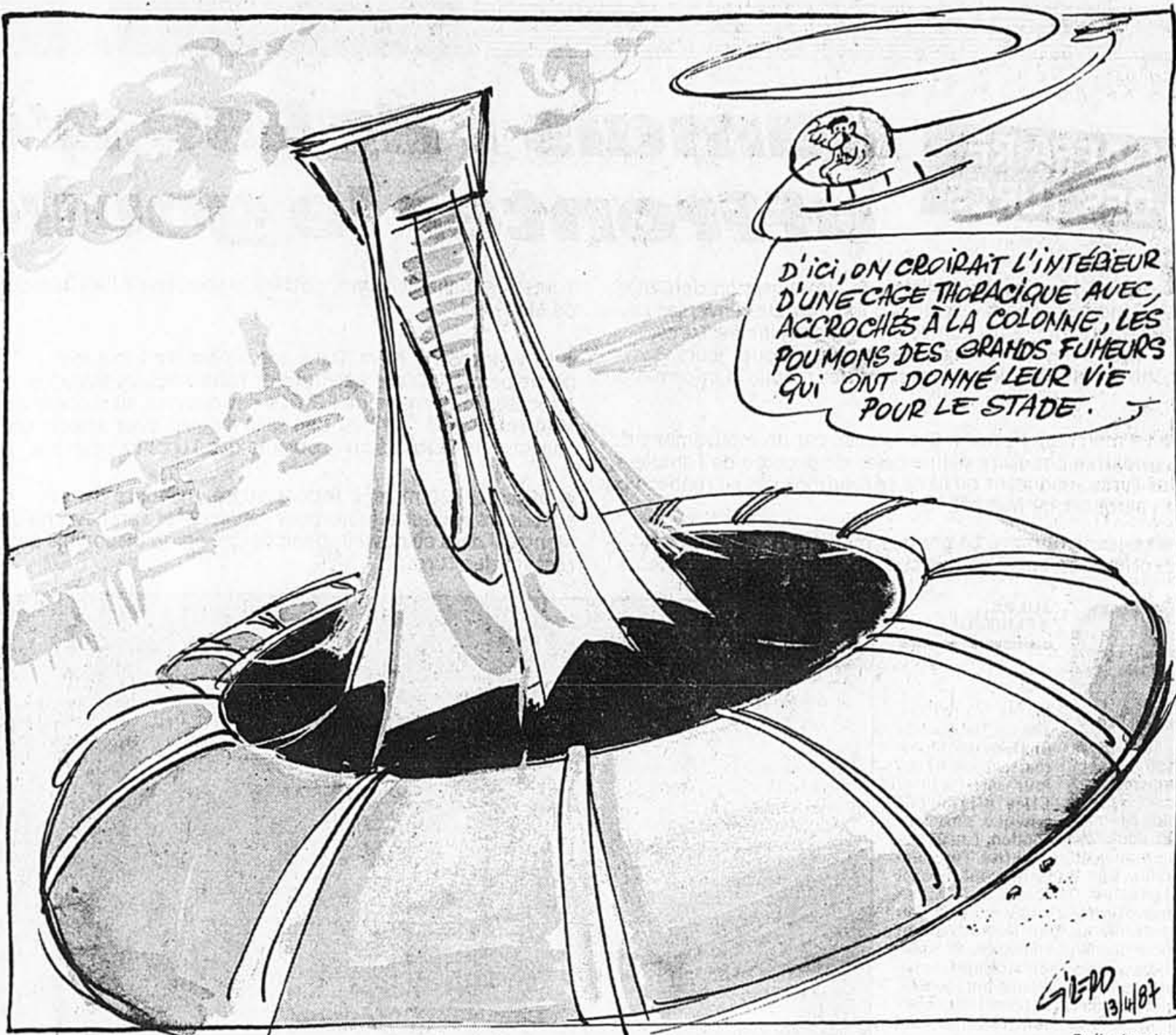
Directeur de l'information depuis juin 1983, Claude Gravel est entré à *La Presse* en novembre 1966 avec, pour tout bagage professionnel, 33 mois de reportage à *L'Action* de Québec qui l'avait initié au reportage, à la chronique religieuse et aux affaires municipales.

Reporter à *La Presse* de 1966 à 1968, il fut successivement chroniqueur à l'éducation, chef de la section des affaires publiques, éditorialiste de 1970 à 1973, chroniqueur à l'Hôtel de Ville jusqu'en 1975, correspondant parlementaire à Ottawa jusqu'en 1977, puis chef de la Division des informations générales, c'est-à-dire responsable de toute l'actualité municipale et régionale jusqu'en 1983, avant de passer à la direction de l'information, qui est la locomotive de tout grand quotidien moderne.

Dans ses rapports quotidiens avec nous tous au cours des années, Claude Gravel a révélé ses qualités professionnelles et humaines. Organisateur méticuleux et méthodique, respectueux envers ses confrères, soucieux d'équité dans ses décisions, il se montre généreux au travail et sensible aux grands courants de l'actualité, aussi bien culturelle, que sociale, économique et sportive.

En pleine possession de ses moyens, il accepte maintenant de relever ailleurs un important défi. Il sait que nos vœux amicaux l'accompagnent.

Michel ROY



REPRISE (13-04-87)

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Une enquête nécessaire

Le Conseil de la langue française a raison de vouloir effectuer une enquête objective sur la langue de service des commerces à Montréal (*La Presse*, 15 mars). (...)

Il est nécessaire qu'un organisme officiel comme le Conseil de la langue française établisse avec précision la nature et l'ampleur de ce phénomène, de sorte qu'on y voie clair avant de poser un jugement et de proposer, le cas échéant, des mesures de redressement.

L'enquête proposée par le Conseil, fondée sur l'observation directe de commerces choisis au hasard, est aussi tout à fait appropriée dans les circonstances. Pour connaître la langue de service habituellement utilisée par les commerces, il convient que les chercheurs se présentent comme de simples clients et notent dans quelle langue on les accueille puis on les sert.

Édouard CLOUTIER
Professeur de méthodologie
Université de Montréal

Merci à Maisonneuve

À qui de droit
Hôpital Maisonneuve
C'est avec plaisir que je viens vous remercier — les mé-

decins et tout le personnel, professionnel et autre, du poste 8-A, chambre 814 — pour les soins et attentions prodigués à madame Annette Henrichon-Belcourt, durant son séjour à votre hôpital en février dernier.

Cette parente était une tante et à la fois une mère, une sœur, une amie de tous. C'est pourquoi j'ai été tellement touchée de tant de dévouement de la part de tous.

À tout instant, on l'a entourée de bonnes paroles, de petits soins, et ce, jusqu'à ses derniers moments.

Je vous en suis très reconnaissante.

Yvette SANSREGRET
Montréal

Bizarre retour de courrier

Monsieur G. St-Arnaud
Service à la clientèle
Société canadienne des postes

Hier, 10 mars, j'ai reçu dans mon courrier, une enveloppe contenant une lettre adressée à un résident de Boucherville et que j'avais expédiée le 18 février dernier via une compagnie de messagerie. Cette missive était accompagnée d'une lettre signée par vous expliquant que vous me retourniez cet article «qui a été déposé dans le courrier» sans affranchissement.

Or, il est bien évident que je n'ai jamais POSTÉ cet envoi et

le sceau de la compagnie messagère en fait foi; le chauffeur de cette compagnie me jure l'avoir déposé dans la boîte aux lettres du récipiendaire. Je ne comprends donc pas comment vous avez pu en prendre possession pour me le retourner... Quoi qu'il en soit, il semble que vous l'avez intercepté avec la conséquence que mon correspondant n'a jamais reçu son document.

Ce que j'ai bien peur de comprendre est pour moi INCONCEVABLE. Personne, ni aucune société n'a le droit de s'approprier un bien aussi personnel que le courrier, quel que soit le moyen utilisé pour l'expédier. Je crois fermement avoir le droit, le privilège et la liberté de CHOISIR soit le taxi, soit un messager ou soit la Société canadienne des postes pour livrer mes envois. J'estime ici avoir été lésée dans ce droit, et j'entends vous le faire savoir afin d'éviter que cela ne se reproduise. (...)

Suzanne BRASSARD
Boucherville

Il y a Russe et il y a Letton

À Claude Gingras

Dans votre article du 9 mars sur le chef d'orchestre soviétique Mariss Jansons, vous avez écrit que ce dernier est russe, mais, en ce faisant, vous lui

avez faussement attribué une identité qui n'est pas la sienne.

L'Union soviétique est un pays multinational habité par plus de 100 groupes ethniques différents, chacun ayant sa propre langue et sa propre culture. Les Russes, qui dominent la hiérarchie soviétique, représentent à peine 52 p. cent de la population totale du pays (selon les statistiques de 1980). Cependant, la plupart des Canadiens voient l'URSS comme un bloc uniforme, i.e. russe. Pour eux, les mots *soviétique* et *russe* portent exactement le même sens, quand en réalité ils veulent dire deux choses différentes. En attribuant à Mariss Jansons une identité russe, vous propagez ce mythe.

Bien qu'il vit maintenant à Leningrad, Mariss Jansons est en fait un Letton né à Riga, capitale de la Lettonie, qui est une des 15 républiques de la fédération soviétique. (...)

Kārlis FREIBERGS

D'autres lettres
sont publiées en
page H 22

Lecture

La conquête de notre économie

La Laurentienne veut percer le marché américain et doubler son actif d'ici 92, pouvait-on lire, il y a quelques jours, dans les pages économiques des principaux médias. Pour quiconque connaît l'histoire économique du Québec en général, et de ce groupe financier en particulier, voilà un virage important.

Fondée, il y a 50 ans, par des nationalistes économiques qui désiraient que les Québécois prennent la place qui leur revient dans ce secteur, l'internationalisation de La Laurentienne se fait au nom d'un nouveau credo: l'avenir du Québec est sur les marchés internationaux.

En 1938, il y a à peine un demi-siècle, les Canadiens français versaient \$53 millions de dollars en primes d'assurance-vie. De plus, ils détenaient des réserves de plus de \$300 millions chez les assureurs. Le malheur, c'est que sur la cinquantaine de compagnies qui se chargeaient de ramasser cette manne, deux ou trois seule-

ment appartenaient aux «nôtres»: l'Industrielle et La Prévoyance, toutes deux établies en 1905 et La Sauvegarde, fondée en 1909. Ainsi que quelques sociétés mutuelles de moindre importance.

Pis encore: ces sociétés ne parviennent à faire entrer dans leurs minuscules coffres qu'un maigre million sur les 50 qui sortent annuellement de la poche des épargnants canadiens-français. Conclusion aussi époustouflante qu'irréfutable, après calcul: en 1938, 98 p. cent des sommes versées en prime d'assurance-vie par les Québécois francophones se retrouvent dans la caisse des grosses compagnies «étrangères» comme Sun Life, New York Mutual Life ou North American Life.

Dans l'esprit des deux fondateurs de La Laurentienne, Joseph Aristide Tardif et Gaspard Arthur Carrette, deux Beaucerons entrepreneurs et entêtés, beaux-frères en plus, l'indépendance du gouvernement québécois ne passe pas

par la politique, comme on l'affirmait souvent alors, mais par l'économique.

Comme l'explique Pierre Godin, adjoint au directeur de l'information du *Devoir*, dans son récent ouvrage «La Laurentienne», Gaspard Arthur Carrette déclara aux promoteurs de l'Action libérale nationale, parti politique réformiste du temps: «Ce n'est pas avec votre politique qu'on offrira sur un plateau d'argent l'indépendance à notre gouvernement. Quand nous aurons l'argent pour financer nos politiques, ils feront ce que nous voudrions comme ils font actuellement ce que veulent ceux qui leur fournissent les capitaux.»

Un demi-siècle plus tard, M. Tardif et son successeur Jean-Marie Poitras ayant cédé la place à l'ancien ministre Claude Castonguay, celui-ci décrit ainsi l'attitude du groupe La Laurentienne, devenu un des principaux géants de l'économie québécoise:

«Le Québec est trop étroit. Le vrai pouvoir, celui qui

compte, se trouve au Canada et plus encore, dans le monde. C'est là qu'il faut aller le saisir. Moins confortable que de passer toute sa vie dans son bled, c'est sûr. Mais quel challenge! La langue est un faux problème. L'anglais, ça s'apprend. Et qui ira nier qu'un francophone bilingue n'est pas plus monnayable qu'un unilingue?»

Tous n'aimeront pas nécessairement le style vivant d'un Pierre Godin. Certains lui reprochent déjà de ne pas faire «assez sérieux». D'autres d'avoir accepté une commande de La Laurentienne, ce qui rendrait, à leurs yeux, son livre peu crédible, parce que trop favorable.

Il n'en demeure pas moins que ce journaliste a un style très vivant. Un peu comme Peter Newman, l'auteur de célèbres ouvrages sur «l'establishment» canadien. Ce qui a pour effet d'intéresser des lecteurs qui, autrement, se désintéresseraient de l'économique.

La Laurentienne, Pierre Godin, Québec-Amerique, 482 pages.

QUÉBEC

L'agence spatiale dans la Région de la capitale nationale: la grosse part du gâteau irait à l'Ontario



GILLES GAUTHIER
du bureau de La Presse
OTTAWA

Le débat sur l'agence spatiale remet en lumière une réalité souvent oubliée à Montréal: avec l'automobile, le gouvernement fédéral est une des principales « industries » de l'Ontario, notamment dans le domaine des sciences et de la technologie.

Pour la camoufler, les bureaucraties fédérales ont délimité il y a plusieurs années un territoire distinct, la Région de la capitale nationale (RCN). Elle laisse croire que, dans cette enclave détachée par une ligne pointillée du Québec et de l'Ontario, Ottawa et l'Outaouais se partagent à peu près équitablement le gâteau fédéral autour du siège du Gouvernement.

Il n'en est rien et l'Ontario continue de recevoir la quasi-totalité des énormes bénéfices de cette « vache à lait » engraisée par les contribuables de tout le Canada: des milliards de dollars, des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects permanents, une industrie touristique florissante, une foule de laboratoires et de centres de recherches (Conseil de recherches, Santé, Énergie, Mines et Ressources, Communications, etc.).

En sciences et technologie, l'impact est considérable. En 1986-87, le gouvernement dépensait dans la Région de la capitale nationale 34,5 p. cent des \$3,47 milliards qu'il injectait dans ces deux secteurs dans tout le Canada. Ce qui comprenait des dépenses de \$2,28 milliards en recherche et développement, dont 23,6 p. cent allaient dans la RCN.

Le fédéral a dépensé la majeure partie de ces sommes dans ses propres installations. Mais il a aussi contribué à la création dans la périphérie ontarienne d'Ottawa d'un vaste réseau d'entreprises de haute technologie généralement axées sur l'utilisation de l'ordinateur. Le bilan est fort impressionnant: 110 compagnies, comparativement à deux dans l'Outaouais.

Une partie d'entre elles se partagent 75 p. cent des contrats de \$50 000 et plus accordés en 1986-87 au secteur privé dans tout le Canada pour des services informatiques.

Elles sont principalement installées dans la partie ouest d'Ottawa et les villes contiguës de Nepean et Kanata, secteur de la capitale qui compte, soit dit en passant, un faible pourcentage de Franco-Ontariens.

Leurs employés forment avec ceux des laboratoires et centres de recherche du gouvernement un vaste réseau scientifique et social qui n'accepte pas le partage non seulement



Le ministre fédéral Robert-René de Cotret, chargé du dossier de l'Agence spatiale, jongle avec cette patate chaude depuis plusieurs mois.

avec les autres régions du Canada, mais aussi avec l'Outaouais.

On parle depuis plusieurs mois d'installer le siège social de l'agence spatiale à Gatineau, solution de compromis qui permettrait aux ministres de dire que si Montréal n'a pas gagné, le Québec n'a pas perdu.

Un observateur attentif de la scène fédérale disait cette semaine que les équipements scientifiques du fédéral dans l'Outaouais se composaient d'« une antenne et quelques vaches ». Il n'était même pas cynique: il y a bien à Gatineau une antenne qui appartiendrait au ministère des Communications et, à Hull, la section (dont l'existence est menacée) de virologie de l'Institut de recherches vétérinaires de Nepean.

Des centaines de contrats sont accordés à chaque année par l'État dans la RCN pour des services informatiques, techniques et scientifiques, y compris la recherche et d'autres services professionnels. Il faut fouiller très attentivement dans les comptes publics du gouvernement pour en trouver un qui ait été octroyé à une compagnie de l'Outaouais.

Cette semaine encore, les maires de Nepean et de Kanata, MM. Ben Franklin et Des Adam, rejetaient catégoriquement l'installation du siège de l'agence spatiale à Hull et Gatineau. Pourtant, ces villes, ainsi que le gouvernement de l'Ontario (qui accepte cette idée) ne perdraient à peu près rien hors le prestige. Les cadres qui constitueraient cet organisme continueraient fort probablement d'habiter la région ouest d'Ottawa, de payer leurs impôts provinciaux à la province voisine et de dépenser la plus grande partie de leur chèque de paye à proximité de leur lieu de résidence.

Quelles seraient les retombées pour le Québec? Principalement des repas dans les restaurants et des contrats de déneigement et de nettoyage des locaux, note notre observateur, qui n'est encore une fois même pas cynique.

On apprendrait de plus cette semaine que le Conseil national de recherches constituée à Ottawa un groupe de 160 ingénieurs qui seront probablement intégrés à l'agence spatiale. Leur tâche consistera à apporter un soutien technique au siège social. Une bonne partie d'entre eux par exemple superviseront les travaux de la compagnie Spar Aerospace de To-

ronto, maître d'oeuvre de la participation canadienne, au coût de plus de \$1,2 milliard, à la station orbitale américaine.

On imagine encore une fois le lobbying en faveur d'Ottawa: comment, dira-t-on, peut-on installer le siège social à Montréal si l'équipe technique est déjà à l'oeuvre dans la RCN?

L'Ontario ne fait pas campagne sur la place publique comme Montréal, mais ses démarches sont efficaces. Grâce à la Région de la capitale nationale, elle reçoit la moitié des milliards que le fédéral injecte en sciences et technologie au Canada et environ 45 p. cent de ce qu'il dépense en recherche et développement. La part du Québec est aux alentours de 17 p. cent dans le premier cas et de 20 p. cent dans le second.

À Ottawa, des conseillers de ministres québécois se plaignent du manque de leadership du ministre « politique » du Québec, Marcel Masse. À Québec, on a bien hâte dans certaines officines que prenne fin la saison des amours entre Robert Bourassa et Brian Mulroney.

Offusqué d'apprendre, il y a quelques jours, qu'Ottawa accorderait à l'Ontario le même pourcentage des contrats du programme spatial qu'au Québec (35 p. cent chacun), le ministre du Développement technologique, Pierre MacDonald, annonçait la nomination d'un lobbyist à temps partiel pour faire en sorte que la province obtienne sa juste part. Ce qui ne troublera pas les esprits dans les chaumières de Nepean et de Kanata, où on sait que cette décision du fédéral a été annoncée... en mai 1986, que tout est tranquillement mis en place depuis lors et que ce partage ne touche que « l'argent neuf », les fonds qui n'ont pas déjà été alloués.



Pierre MacDonald, ministre québécois du Développement technologique, juge que l'enjeu est assez important pour envoyer un lobbyist à temps partiel pour aller chercher la juste part qui revient à sa province.

OTTAWA

Les crédits de Gobeil, ou le rapport d'impôt de l'État



GILBERT BRUNET
du bureau de La Presse
QUÉBEC

En présentant jeudi le budget de dépenses 1988-89 du gouvernement du Québec, Paul Gobeil a fait son « rapport d'impôt ». Exercice annuel, aussi obligatoire qu'assommant.

En 1987-88, les colonnes se soldèrent par un +5,5 p. cent. Comme tout va bien et que nous avons « le contrôle », prévoyons que 1988-89 se soldera par un +5,5 p. cent. Assez facile à prévoir car, au départ, 55 p. cent de la hausse des dépenses de la prochaine année est prévue: une augmentation de salaire de... 5,5 p. cent aux 300 000 employés de l'État.

Tellement simple qu'on en oublie les sommes. Nous voilà à \$31 milliards pour le seul gouvernement provincial. Ou \$5 000 par année et par tête de pipe.

Ce n'est pas un spectacle, mais il faut tout de même s'y arrêter de temps à autre. Quand on en est à dire qu'un autre \$100 millions « réalloués » aux hôpitaux, c'est un minuscule tiers de un p. cent. Bof! De la monnaie.

Le comptable enregistre

Si on attend des virages ou des grands choix politiques, on s'est trompé de livre. Depuis quand votre comptable décide-t-il que vous deviendrez propriétaire? Il enregistre et demandera si vous avez conservé les reçus. Que vous les ayez égarés ne l'empêchera pas d'aligner ses colonnes de chiffres. Et de vous refiler sa facture à la fin du mois.



L'État, ce n'est pas tout à fait Provigo et M. Paul Gobeil, président du Conseil du Trésor, a bien dû se faire à cette réalité.

Paul Gobeil est venu de Provigo à la politique. Plein de préjugés en arrivant, il a appris l'art des arbitrages. Mais il s'efforce de garder certaines obsessions empruntées au secteur privé: efficacité, contrôle, dynamisme.

En débarquant avec de tels gros sabots, il a été surnommé « la hache ». Il promettait en 1986 des « coupures » de \$1 milliard, pour sortir le Québec du déficit-gouffre où il s'enfonçait. Le gel de ceci, la fin de cela.

Toutefois, dès la conclusion des conventions collectives, fin 1986, « la hache » devenait le « gestionnaire » tranquille. Autorisant même, début 1987, des dépenses de deux points supérieures au rythme d'in-

flation: « profitons de la croissance économique! »

Le milieu des affaires ne reconnaît plus son homme. Mais le milieu politique reconnaît que l'homme apprend vite.

D'autant plus que le fric arrive de partout. Le comptable croyait avoir tout prévu. Mais pas un dollar canadien à 80 cents US: si c'est mauvais pour l'exportation de papier, c'est excellent pour l'électricité et la renégociation des emprunts.

Voilà notre homme aux prises avec un surplus budgétaire de \$400 millions. Imprévu, comme tombé de la loterie. Truc comptable: le ministre des Finances lui dit de payer la

facture d'aide sociale d'avril (\$180 millions) le 31 mars. Et de contribuer aux régimes de retraite.

Le bonbon aux Finances

Ainsi, c'est Gérard-D. Levesque qui aura de bonnes nouvelles à annoncer: \$400 millions de moins à payer en 1988-89, ça peut servir à diminuer encore le déficit -sous les \$2 milliards possiblement. Et ça pourrait permettre l'annonce de spectaculaires mesures destinées à la famille, ce que le premier ministre Bourassa a annoncé il y a deux semaines.

Dans tous les cas, tout au long de 1988, M. Gobeil et les gens du Conseil du trésor auront à ajuster leurs chiffres: moins « X » à la rubrique déficit; plus « Y » à allocations familiales; plus 5,5 p. cent tout de même à la ligne « Z ».

Sauf si le premier ministre décide, lors du remaniement ministériel tout proche, que le comptable en chef est devenu suffisamment politique -capable de concilier les objectifs sociaux et économiques d'un gouvernement-, pour participer de plus près à la décision.

La croissance annuelle des dépenses depuis trois ans (4,7 p. cent) se rapproche de la moitié du rythme de croissance du Produit intérieur brut (8,5 p. cent).

Le « virage », il est là. Pas social, mais administratif. Et politique car, lors du deuxième mandat du gouvernement précédent (1981-85), le PIB a augmenté au même rythme qu'actuellement (8,6 p. cent), mais les dépenses de Québec augmentaient à la même vitesse (8,7 p. cent).

Voilà pourquoi notre société a emprunté pour payer l'épicerie. Ce qu'elle ne fait plus, mais notre « service de la dette » nous coûtera à lui seul plus de \$5 milliards l'an prochain. Ça laisse moins de monnaie pour les hôpitaux.



Lysiane Gagnon

La revanche du condom

Aujourd'hui, congé de politique. Nous ne parlerons ni de langue, ni des Turcs, ni des hauts et des bas de nos diverses divas. Nous nous pencherons plutôt sur l'insolite destin d'un modeste objet jadis méprisé, aujourd'hui célébré, qui connaît son heure de gloire après avoir été victime de toutes les médi-

crances. Il n'y a pas si longtemps, le condom se vendait presque sous le comptoir. Aujourd'hui... Connaissez-vous l'histoire du type qui entre dans une pharmacie, et demande d'une voix sonore: « Une boîte de condoms, s'il vous plaît! ». Puis, se rapprochant du pharmacien, la mine coupable et la main en cornet, il dit tout bas: «...et puis un paquet de cigarettes.»

La vogue du condom fait toutes sortes d'heures, dont la Malaisie, premier producteur de caoutchouc au monde. Dites à votre courtier d'investir dans le latex, peut-être passerez-vous à travers le prochain krach. Le condom, naguère vu comme le plus vulgaire des produits, tout juste bon à éviter le pire aux soldats en permission, est devenu un élégant objet de marketing. Jadis confiné, sous l'appellation pudique de « préservatif », au secret des pharmacies ou, dans ses versions plus coquines, à la semi-clandestinité des sex shops, il a aujourd'hui droit de cité dans les meilleurs endroits.

En France, la chaîne d'hypermarchés Mammoth songe à l'ajouter à ses étalages. Deux jeunes filles très B.C.B.G. ont ouvert une boutique spécialisée dans la vente de condoms: « A la membrane dorée », dit poétiquement la raison sociale. Le magazine *Globe* a inséré dans ses pages un sachet contenant trois condoms. Toujours à l'avant-garde, les Japonais en ont sorti un qui est fait, assurement-il, du matériau « le plus fin au monde », et — ah, l'esthétique japonaise! —, imprimé de jolis motifs.

Ici, même succès. Un hôtel montréalais en offre gratuitement à ses clients. Une ligne de chemises haut de gamme contient un condom dans la poche du haut. Dans les pharmacies, les ventes augmentent de 20 p. cent par année. Attendons-nous à voir apparaître des condoms signés portant la griffe des grands designers!

Associé aux aventures les plus sordides, le condom n'avait pas tellement bonne réputation, non plus, comme contraceptif. D'abord il n'était pas sûr. (Il ne l'est pas davantage aujourd'hui, d'ailleurs). Quand vint la pilule, la réputation du condom plongea encore plus bas. Non seulement était-ce un contraceptif techniquement primitif, mais il avait en plus quelque chose de ridicule.

Le condom allait cependant connaître, même avant le sida, une légère remontée de popularité, quand on a commencé à parler (en les exagérant passablement, faut-il dire) des dangers de la pilule et du stérilet. Les jeunes femmes, plus sympathiques que leurs aînées aux méthodes « douces », ont été parmi les premières à préparer la Renaissance du condom.

J'en connais qui sont de véritables puits de science. Elles connaissent tout, les mérites des diverses marques, les détails de fabrication et évidemment tout ce qui concerne le port de l'objet. Caroline, 24 ans, qui est, à mes yeux de profane en tout cas, un génie de l'informatique et une grande savante en matière de condoms, conclut l'autre jour un petit exposé sur les vertus d'une marque particulière par ces mots définitifs, prononcés sur le ton imperturbable de qui évalue le rendement d'une machine à traitement de textes: « Celui-là, il est plus user friendly ». J'avais souvent entendu l'expression appliquée, par exemple, à l'ordinateur Apple de McIntosh. Un condom user friendly? J'ai failli renverser mon café tant ça m'a fait rire.

Cessons de rire et revenons au sida. Les dernières données sur la propagation du virus montrent que ce phénomène a été démesurément amplifié. Maintenant qu'on a bien fait peur aux gens et bien terrorisé les adolescents, ce qui était sans doute exactement le but visé par les intégristes de tout acabit et les parents possessifs, on constate que l'épidémie n'a pas débordé autant qu'on le prévoyait sur les populations à faibles risques.

Dans son numéro de février, « Ms », la plus crédible des revues féministes américaines, faisait sobriement le point sur les risques auxquels sont exposées les femmes, à partir d'études menées à San Francisco et à New York. Pour les femmes, lit-on, il y a peu ou pas de corrélation entre la multiplicité des partenaires et l'augmentation du risque du sida. Un rapport continu avec un partenaire venant d'un groupe à risque élevé est beaucoup plus dangereux que la multiplicité des partenaires. On sait que c'est surtout par les hommes bisexuels que le sida se transmet aux femmes. Ms révèle que parmi les femmes qui ont un partenaire mâle bisexuel, 30 p. cent ont eu des rapports anaux. Or, les femmes qui pratiquent ce type de rapport courent deux fois plus de risques de contracter le virus.

Les études récentes confirment que le sida est étroitement lié à deux facteurs: les pratiques anales, et l'échange de seringues contaminées par les utilisateurs de drogues dures. Exception faite des cas tragiques mais rares de ceux qui ont été infectés par transfusion sanguine, les gens qui ne fréquentent pas les cercles de drogues dures et qui n'ont pas de rapports anaux sont relativement à l'abri, dans la mesure évidemment où personne n'est totalement à l'abri du risque. La seule protection vraiment étanche est l'abstinence totale... Mais c'est comme pour les accidents d'automobile. La seule façon d'être sûr à 100 p. cent d'y échapper, c'est de ne jamais mettre le pied dans la rue. Un être équilibré préférera vivre normalement, et apprendre à traverser la rue.

Au Québec actuellement, la vingtaine d'hétérosexuels sidatiques (sur un total de 491 cas recensés) ont tous cette caractéristique d'avoir eu un partenaire venant d'un groupe à risque élevé. Le danger est donc relativement circonscrit. Pourquoi terroriser les gens — et surtout les jeunes, qui sont plus vulnérables à la paranoïa?

Le sida reste un danger mortel. Il faut être prudent, ne pas avoir de rapport sexuel avec des gens qu'on ne connaît pas bien, utiliser un condom au besoin. Savoir, aussi, que le condom est loin d'être une protection parfaite. Savoir enfin que ce n'est pas d'abord à cause du sida qu'il est dangereux de multiplier les partenaires, mais parce que ce genre de vie est destructeur émotionnellement et entraîne à coup sûr d'autres maladies, curables certes, mais parfois très graves.

Une information factuelle serait autrement plus utile que des campagnes axées sur la terreur. Ce qui menace la plupart des adolescents, c'est moins le sida que la possibilité qu'avec cette hystérie ambiante qui associe l'amour à la mort, ils ne puissent développer une vie sexuelle et affective équilibrée.

Jamais l'Église n'a voulu affronter le gouvernement

SUIVE DE LA PAGE B 1

Des approbations chez les conservateurs

Des hommes politiques, même conservateurs, ont approuvé l'intervention de l'Église dans le mouvement d'appui aux Turcs menacés d'expulsion.

« Ça ne me choque pas du tout, a dit M. Louis Plamondon, député conservateur de Richelieu. L'Église a toujours été près des gens dans le besoin et cela devrait toujours être son rôle. »

M. Edouard Desrosiers, député conservateur d'Hochelaga-Maisonneuve, croit également que l'Église a le devoir de défendre des personnes se trouvant dans une impasse et félicite l'archevêché de Montréal de s'être porté au secours des Turcs menacés de déportation. Il a dit comprendre, toutefois, la situation dans laquelle se débattait le ministre Bouchard « avec le système pourri » servant présentement d'outil de travail au ministère fédéral de l'Immigration.

Le sénateur Arthur Tremblay, conservateur, a préféré ne pas s'exprimer sur le fond de la question ayant trait aux Turcs. Et il ne trouvait rien à redire au sujet de l'intervention de l'Église. « C'est de l'ordre de la charité », a-t-il répété, soulignant que « dans l'Église, la pratique de la charité est une valeur fondamentale ».

M. Vincent Della Noce, a vu les choses d'un autre oeil. « Si ça continue, a-t-il déclaré, il va falloir bâtir d'autres églises. Si c'est la nouvelle façon de remplir les



PHOTO ROBERT MADON, La Presse

Dans une déclaration écrite transmise à La Presse, Mgr Riendeau rappelle que l'Église de Montréal a acquis une grande sensibilité à la situation des immigrants et des réfugiés.

églises, je trouve cela mauvais. » Il s'est demandé si l'Église avait fait cela pour « montrer qu'elle est encore active ». Et il a ajouté en riant: « J'aurais aimé ça que ça se passe dans une église de mon comté. Ça aurait été bon pour le tourisme! »

L'abbé Robert Riendeau a été le maître d'œuvre de l'intervention de l'archevêché dans « l'affaire des Turcs ».

Le député conservateur de Duvernay a cependant surtout condamné le député libéral Jean-Claude Malépart, qui s'est permis une visite à l'église Saint-Robert-Bellarmin « pour son capital politique », et les sénateurs libéraux, qui « bloquent la loi C-55 ».



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Le mardi soir 22 mars. Soulagé et souriant, Ismail Ozkan s'appête à rentrer chez lui, à Montréal.

De tous les députés fédéraux interrogés, c'est le président du caucus libéral, M. Marcel Prud'homme, représentant du comté de Saint-Denis, qui a eu les mots les plus enthousiastes au sujet de l'intervention de l'archevêché de

Montréal: « J'ai trouvé ça extraordinaire! Comme rapprochement entre les chrétiens et les musulmans, ça va avoir un impact fantastique. Ce sont des Québécois qui ont fait ça et j'en suis très heureux. Et comme catholique, je suis fier de ce qui a été fait. »

M. Prud'homme a souligné que son appartenance au Parti libéral n'a rien à voir avec son appréciation de l'intervention de l'archevêché de Montréal. « Après 24 ans en politique, a-t-il dit, on peut s'élever au-dessus des partis. »

L'efficacité des cliniques antitabac: pas de résultat scientifique

CHANTAL AUGER
Collaboration spéciale

Les cliniques antitabacisme affichent des taux de réussite de plus de 90 p. cent. Est-ce réel? Ces diverses thérapies permettent-elles aux fumeurs d'écraser, enfin, avec succès?

Plus de 800 000 Québécois tentent chaque année de cesser de fumer. Un seul fumeur sur sept y parvient. 95 p. cent d'entre eux réussissent seuls. Cependant, ils sont 5 p. cent à se diriger vers une thérapie qui les aidera à vaincre la cigarette.

Thérapie par modification de comportement, méthode utilisant des impressions subliminales, méthode centrée sur le soutien du groupe, approche style conférence et méthode par saturation sont quelques-unes des méthodes pour cesser de fumer offertes dans la seule région de Montréal.

Toutes ces méthodes nous assurent posséder la meilleure solution. Les taux de succès sont renversants. Cependant, certains vendeurs de thérapies promettent des miracles et refusent de soumettre leur méthode à une évaluation scientifique qui permettrait de démontrer leur degré réel d'efficacité.

Seul le centre « Vivre mieux sans fumer » (VMSF) a soumis son programme à une évaluation extérieure. Un groupe de chercheurs de l'Université de Montréal a permis de chiffrer le taux de réussite de cette méthode à 80 p. cent après un mois et à 60 p. cent après un an.

Les autres méthodes tendent à s'enorgueillir de leur réussite. Chacune d'elles adopte son propre système d'évaluation. Fait important à signaler: on devrait évaluer un programme après un an d'abstinence, période reconvenue pour décrire un ex-fumeur.

Être motivé

Comment s'y retrouver alors? En se basant sur un programme adapté à nos besoins, on devrait réussir à cesser de fumer. Condition essentielle: la motivation. Toutes les cliniques visitées sont unanimes: si on n'est pas motivé, le résultat n'est pas garanti. C'est pourquoi plusieurs programmes stimulent les fumeurs à se motiver.

Toutes les méthodes nous assurent posséder la meilleure solution. La Clinique Anti-Tabac, qui existe depuis un an seulement, offre une thérapie par modification de comportement. « Ce n'est pas une méthode miracle », de dire son directeur, Elliot Chonchon. Il ajoute: « C'est le fumeur qui désire cesser de fumer. C'est lui qui fait la vente et non moi. » La méthode est calquée des cliniques antitabac américaines.

La thérapie de la Clinique Anti-Tabac se déroule pendant cinq jours consécutifs à raison d'une séance de 1 1/2 heure par jour. « On traite deux problèmes: l'inconscient et le subconscient (celui que la publicité atteint). Il s'agit d'associer une raison de fumer à une raison pour cesser de fumer », précise Gisèle Bérubé, thérapeute.

À l'aide de documents audiovisuels, le groupe de fumeurs composé généralement de 8 à 10 personnes désapprennent à fumer. Afin de prendre conscience du moment et de la raison pour laquelle on allume une cigarette,

on permet aux patients de fumer à chacune des séances pendant 15 minutes. Privés de nicotine pendant 24 heures, les fumeurs ont hâte de retrouver leur cigarette lors des premières séances. Cependant, vers la fin de la thérapie, ils associent la cigarette à de nombreux messages négatifs et trouvent plutôt pénible cette période intensive. « Je ne sais pas comment j'ai fait pour fumer pendant plus de vingt ans. L'odeur du tabac me répugne », lance une patiente pendant la thérapie. Le taux de réussite se chiffre à 90 p. cent après trois mois.

Il en coûte \$349 pour apprendre à cesser de fumer à la Clinique Anti-Tabac. S'ajoute aussi une période de soutien d'un an pour tous les clients. « Advenant un problème quelconque, on est là pour aider la personne qui aurait fait une rechute », tient à préciser Gisèle Bérubé. Signalons que les thérapeutes sont formés para-médicalement et qu'ils sont tous des ex-fumeurs.

Le tabac, une drogue dure

En 1965, 65 p. cent des Québécois fumaient régulièrement. En 1983, on en comptait 35 p. cent. De plus en plus, on écrase. Selon René Chabot, directeur-fondateur de la Clinique Notre-Dame pour fumeurs, « le tabac est une drogue dure qui fait de sérieux ravages ». Il n'hésite pas à comparer la cigarette à la cocaïne. Lui-même ex-fumeur depuis de nombreuses années, M. Chabot n'approuve pas les méthodes agressives et coercitives.

La dépendance étant très forte, les fumeurs parviennent généralement à cesser de fumer après de multiples tentatives. La clientèle de la Clinique Notre-Dame se compose principalement de gens qui ont pour leur part tenté au moins à sept reprises de cesser de fumer.

« Les gens qui se présentent ici nous sont référés par d'ex-clients ou par des médecins », nous confie M. Chabot. Les grands fumeurs entretiennent une relation passionnelle avec la cigarette. « Ils arrivent ici, ajoute-t-il, prêts à vivre un deuil ou une mutilation. »

La Clinique Notre-Dame a instauré le premier programme clinique en tabagisme au Québec. Le contenu a été élaboré en collaboration avec des spécialistes en toxicomanie et des médecins spécialisés en thérapie comportementale.

Un questionnaire visant à reconnaître ses habitudes de fumeur ainsi que son niveau de stress, permettra à René Chabot d'évaluer le fumeur. Cette thérapie de groupe composé de 8 à 12 personnes au maximum utilise la relaxation et le conditionnement de l'inconscient par des messages subliminaux. Les gens cessent de fumer après la quatrième rencontre.

Il en coûte \$700 pour suivre cette thérapie qui comprend six rencontres hebdomadaires de deux heures, suivies de deux rencontres de soutien s'échelonnant sur une période de trois mois. Le taux de succès, évalué après trois mois, est de l'ordre de 88 p. cent. Depuis peu, il existe un programme de post-cure à volonté. Cette nouveauté permet aux non-fumeurs d'avoir accès en permanence à un programme de ressourcement et de détente.

Créé en 1983, le programme « Vivre mieux sans fumer », a été mis sur pied par le CLSC de Châteauguay. Au début, il était offert seulement au réseau des CLSC du Québec. Maintenant, le centre a décentralisé ses activités et permet à divers organismes et entreprises d'offrir ce programme dans son établissement. Le programme est présent, entre autres, à l'hôpital Notre-Dame, à l'hôtel de ville de Montréal, et dans de nombreuses entreprises.

Dispensé par des animateurs ex-fumeurs, le programme est basé sur une approche centrée sur le groupe comme phénomène renforçant. Le programme se divise en trois étapes. Chacun des fumeurs reçoit un guide qui lui permettra de définir quel type de fumeur il est, les besoins auxquels il répond ainsi que la quantité de cigarettes fumées.

Deuxième étape: le sevrage physique. Pendant cinq jours consécutifs à raison de deux heures par jour, 15 à 20 personnes réunies entreprendront le sevrage. « On cesse de fumer dès la première séance », dit Jocelyne Gagnon, animatrice et qui possède un baccalauréat en psychologie.

Les réactions sont diverses: « Enfin, je ne serai plus esclave de la cigarette », est une phrase qui revient souvent. D'autres, par contre, auraient envie de reculer à cause des petits maux ressentis à la cessation de la prise de nicotine. Phénomène normal chez toute personne cessant de fumer. Mais, au groupe VMSF, les fumeurs se soutiennent. On échange ses problèmes, des petits trucs, ce qui permettra d'augmenter les chances de réussite.

La dernière étape permet le sevrage psychologique et incite le participant à établir de nouveaux comportements. Trois rencontres hebdomadaires caractérisent cette étape.

Le coût de ce programme est de \$145. Il n'y a pas de période de suivi mais on incite les participants à se regrouper afin d'échanger sur leur expérience.

Apprendre à cesser de fumer

Smokenders offre un programme d'entraînement basé sur des techniques d'apprentissage. On sait que l'on fume pendant la pause, lorsque la tension devient trop forte, lorsque l'on a faim, en buvant un café, en prenant un verre, en jasant au téléphone, etc. Le programme de Smokenders apprend au fumeur à se défaire de ses automatismes, à exercer un contrôle sur ses habitudes et à cesser de fumer graduellement.

Anita Beinhaker, animatrice et ex-fumeuse grâce à Smokenders, explique que l'on a appris et que la technique n'était pas simple. Alors, Smokenders tente de nous apprendre comment cesser de fumer. La thérapie consiste à six réunions hebdomadaires de deux heures chacune. Le nombre de participants varie à chacun des groupes et peut atteindre 100 personnes. Au cours des quatre premières semaines, les participants continuent de fumer à volonté. Après la cessation, les deux dernières réunions aident à renforcer l'attitude des fumeurs et ce nouveau style de vie qui les attend.

Le coût de cette thérapie est de \$545 et comprend un suivi téléphonique pendant les huit premières semaines du programme.

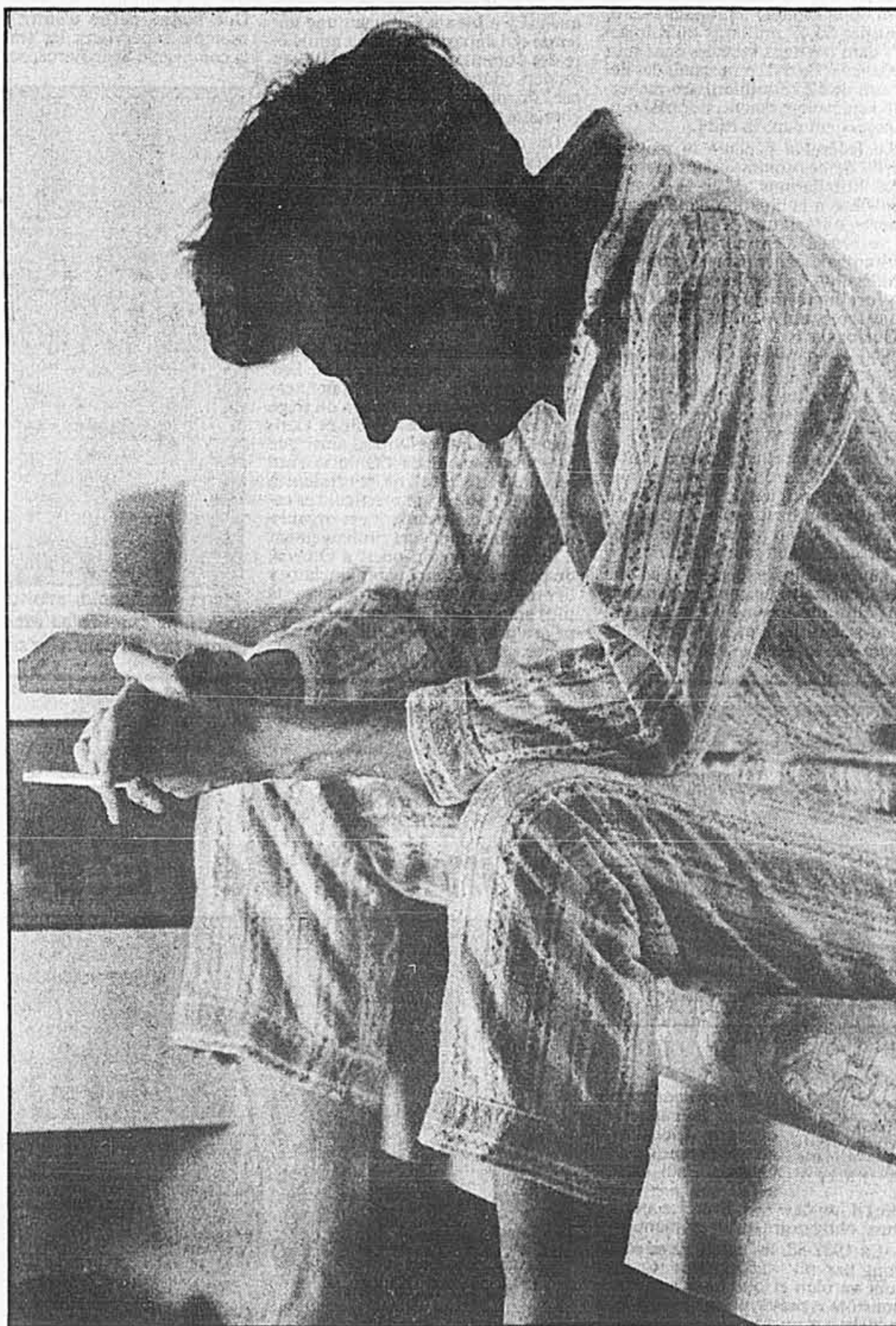


PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

Le tabac est considéré comme une drogue dure que certains n'hésitent pas à comparer à la cocaïne.

Créé en 1969, Smokenders est une thérapie qui loge dans les hôtels et les centres de loisirs. Son taux de réussite se chiffre à 92 p. cent à la fin de la thérapie et à 70 p. cent après un an. L'enquête se fait par téléphone.

Thérapie individuelle

La méthode Marsan mise sur pied par Francine B. Marsan se distingue de la plupart des méthodes existantes mentionnées parce qu'elle ne soutient pas la thérapie de groupe. La méthode Marsan est une méthode individuelle créée en 1974. Psychosomatique et naturopathe, Francine Marsan a mis ses connaissances dans ce domaine au service des fumeurs qui veulent cesser.

Il s'agit d'une méthode par saturation amplifiant les effets no-

cifs du tabac. Lors de la rencontre individuelle avec Mme Marsan, le fumeur doit fumer trois cigarettes d'affilée. Le fumeur devrait arrêter l'usage du tabac à la fin de cette séance. Le patient doit par ailleurs suivre une cure de désintoxication à domicile pendant une semaine pour éliminer complètement les effets de la nicotine dans son organisme. Un suivi téléphonique est fait après une semaine pour s'assurer que tout se passe bien.

Francine Marsan, qui n'a jamais fumé, propose aux fumeurs le rejet de la cigarette physique et psychologique. « Des techniques de respiration afin de rééduquer les poumons s'ajoutent à la thérapie », précise Francine Marsan. Une cassette d'accompagnement est également remise au fumeur.

Le coût de cette méthode est de \$350 et comprend la rencontre, le suivi et des soirées de groupe si l'on est intéressé. Ces rencontres sont avant tout des séances d'informations sur la méthode Marsan et se déroulent dans toutes les villes du Québec. « Si les gens sentent un problème, je suis toujours disponible pour eux », ajoute-t-elle.

À la fin de l'année, on remet un diplôme aux personnes déclarées non fumeuses. L'évaluation de la méthode Marsan est effectuée chaque année. Le plus récent résultat est de 92 p. cent.

Le choix des thérapies ne manque pas. Aussi, avant de s'inscrire à un programme, quel qu'il soit, il faut s'assurer de sa validité et se demander dans quelle mesure on peut s'y sentir à l'aise afin de maximiser les chances de réussite.

Mezquital: un nom qui fait dresser l'échine

La fuite vers l'anonymat dans les bidonvilles guatémaltèques



MANON HOGUE
collaboration spéciale

C'est avec un orgueil mal dissimulé que l'homme me confie qu'il occupe l'une des plus belles baraques de Mezquital, le plus célèbre bidonville de la capitale guatémaltèque. Un coup d'œil rapide autour de l'unique pièce du misérable logis me force à bien peser les mots de mon interlocuteur : tout autour, les couvertures de magazines qui tapissent les murs n'arrivent pas à camoufler la précarité de cet abri sommaire, amalgame de carton, de tôle et de planches usées, récupérés on ne sait trop où.

Sombre humide, désolée, la maison d'Hugo Ochoa n'a définitivement rien d'un habitat humain. Accueillant, le verbe facile, « Don Hugo » est président d'un « comité de voisins », soucieux d'améliorer leurs conditions de vie. Il n'en finit plus d'exprimer les préoccupations qu'il entretient au sujet de sa communauté, la *Esperanza*, — littéralement, l'espoir — l'une des cinq agglomérations qui forment Mezquital. « La semaine dernière, je suis allé faire un tour au jardin zoologique La Aurora », raconte-t-il avec une moue qui en dit long sur ses réflexions. « J'ai senti comme un grand coup au cœur, en constatant que les animaux y vivent mieux que nous, ici, à Mezquital... Ils ont l'eau courante, l'électricité et on veille à ce que leur bol de nourriture soit toujours plein. »

«Mezquital, l'horrible et l'odieuse»

Mezquital. Pour les mieux nantis, son seul nom fait dresser l'échine : on fuit Mezquital comme la peste. Jadis comparée à une belle pièce d'argenterie en raison de la propreté impeccable et de la remarquable tranquillité de ses quartiers résidentiels, l'apparence de Guatemala City en a pris pour son rhume au cours des dernières années. De 600 000 qu'elle était en 1975, la population de la capitale est passée à 2,3 millions en 1987. 33 p. cent de ses habitants vivent aujourd'hui entassés dans des bidonvilles, communément appelés « quartiers marginaux ». Silonnés d'égouts à ciel ouvert, dépourvus des conditions d'hygiène les plus élémentaires, les bidonvilles guatémaltèques grossissent à un rythme effarant.

Au bout de la zone 12 de la métropole, à moins d'un kilomètre d'un chapelet de gigantesques mansardes, le petit chemin poussiéreux devient dangereusement

escarpé. Tout en bas, s'étendant avec imprudence jusque sur les flancs des ravins qui démarquent les limites de « Mezquital, l'horrible et l'odieuse », des milliers de petits toits de tôle juxtaposés se succèdent à perte de vue. Toute la pauvreté et la misère qui, depuis des générations, hantent des secteurs sans cesse croissants de la population guatémaltèque, semblent concentrées dans ces quelques kilomètres carrés.

Selon un rapport gouvernemental commandé par le président démocrate-chrétien devant l'ampleur du phénomène, « les paysans les plus audacieux, animés par une quelconque fantaisie à l'effet que leurs conditions de vie s'amélioreraient en milieu urbain », constitueraient le gros flux migratoire vers la région métropolitaine.

La fuite vers l'anonymat

Pourtant, c'est pour des raisons politiques qu'environ 40 p. cent des 40 000 habitants de Mezquital sont venus s'installer en ville. « Des raisons politiques qu'ils préfèrent taire et qui sont donc résolument absentes des enquêtes et recensements gouvernementaux », souligne Don Hugo. Fuyant la répression brutale qui a débuté des années 80, des centaines de milliers de paysans ont en effet été forcés d'abandonner leur village d'origine. Selon les statistiques divulguées par l'armée, entre 1981 et 1984, pas moins de 440 villages auraient été complètement rayés de la carte, dans le cadre d'opérations militaires « préventives ». Ils constituent tous des appuis, potentiels ou actifs, aux groupes de guérilla qui opèrent dans ces régions, avait alors déclaré le général Efraim Ríos Montt, président de la république de 1982 à 1984.

Voyant leurs lieux d'origine mis à feu et à sang, persécutés, affamés et désemparés, grand nombre de paysans ont mis le cap sur la région métropolitaine. « Ni plus ni moins une fuite vers l'anonymat », commente Antonio G., un paysan qui préfère taire son identité. A preuve, des caractéristiques qui, dans les campagnes, permettraient de distinguer les différents groupes ethniques, très peu sont repérables à Mezquital. En particulier, les vêtements traditionnels aux vives couleurs que portaient si fièrement les Indiens y sont presque invisibles. Sécurité oblige. Par prudence, on range mélancoliquement son « huipil », large blouse tissée à la main, dont les motifs et couleurs révèlent invariablement le village d'origine de celle qui le porte. Pour les femmes surtout, la tradition fait place à un déchirement indescriptible. « Un jour, un touriste m'a offert huit cents dollars pour mon



Guatemala City en a pris pour son rhume au cours des dernières années. De 600 000 qu'elle était en 1975, la population de la capitale est passée à 2,3 millions en 1987. Trente-trois p. cent de ses

habitants vivent aujourd'hui entassés dans des bidonvilles, communément appelés « quartiers marginaux ».

huipil », raconte une petite vieille qui, après s'être enquis de mes intentions auprès de ses voisins, m'avoue être de la région de Chimaltenango. « J'ai évidemment refusé. Mon huipil, c'est ma vie. J'ai commencé à le broder avant même de connaître mon mari, me confie-t-elle, en tirant de sous la paillasse qui lui sert de matelas une pièce remarquable qui avait dû faire l'envie de plus d'un collectionneur.

Le prix de la survie

Mais, pour la majorité des paysans déplacés par les opérations de contre-insurrection menées par l'armée, le havre de paix qu'on imaginait trouver en ville s'est plutôt révélé être un autre enfer, où la survie quotidienne tient presque du miracle. Ainsi, parallèlement à la croissance des bidonvilles, les artères principales du centre-ville ont été envahies par des milliers de vendeurs ambulants, au grand désespoir des entrepreneurs et commerçants qui voient dans ces sollicités improvisés, une entrave à la

bonne marche des affaires et à l'esthétique du secteur commercial.

« Effectivement, la majorité de nos gens n'a pas d'emploi stable et travaille dans le secteur informel. Même si elles doivent vendre des cailloux ou encore rivaliser d'habileté avec les vautours dans les dépotoirs municipaux, les familles de Mezquital n'ont pas le choix. Elles doivent, quotidiennement, s'assurer les revenus nécessaires à leur survie », commente Hugo Ochoa.

« Les revenus, toutefois, demeurent irréguliers et instables, ce qui a immanquablement des répercussions pitoyables sur l'état de santé de ces populations, souligne le docteur Lopez, interne dans un hôpital de la capitale, où des enfants des bidonvilles sont régulièrement amenés en catastrophe, dans un état de malnutrition extrême. Selon des données divulguées par l'Unicef, 80 p. cent de la population des bidonvilles guatémaltèques souffriraient de malnutrition. « Nos en-

fants tombent comme des mouches. D'une journée à l'autre, on ne sait pas lequel sera soudainement infesté de parasites et mourra en pleine nuit d'une dysenterie incontrôlable », me lance une jeune mère de famille, qui ne se gêne pas pour exprimer son mécontentement.

Inertie gouvernementale

Depuis l'arrivée au pouvoir du démocrate-chrétien Vinicio Cerezo, en janvier 86, les habitants de Mezquital ont multiplié les moyens de pression auprès du gouvernement, allant même jusqu'à demander, dans une lettre adressée au président, que Mezquital soit déclaré « zone d'urgence nationale ».

L'inertie du gouvernement, si elle ne surprend pas outre-mesure, crée indéniablement un mécontentement croissant parmi les habitants des bidonvilles, pourtant intensément courtisés par le démocrate-chrétien lors de la campagne électorale.

Certes, quelques mesures palliatives sont mises en place de temps

à autre pour répondre aux revendications les plus immédiates. Quelques propositions de nouveaux programmes ont bien été faites, mais leur réalisation repose en grande partie sur la bonne volonté de l'entreprise privée qui, bien qu'elle n'arrive qu'à produire 28 000 nouvelles habitations annuellement, alors que le déficit se situe aux environs de 600 000 unités de logement, n'y voit pas son intérêt.

Pourtant, à Guatemala City, plus personne, pas même le gouvernement, n'oserait nier l'urgence de la situation. Il y a quelques mois, un député déclarait en Chambre qu'on avait affaire à une véritable bombe à retardement dont tous devraient assumer les conséquences si des mesures n'étaient pas mises de l'avant dans les plus brefs délais.

Les mesures se font toujours attendre, mais pendant ce temps, des agents de la BROE, l'escouade anti-émeute, continuent d'arpenner les rues poussiéreuses des bidonvilles, au cas où la bombe ne retarderait plus beaucoup.

L'enjeu crucial de Ciriaco De Mita

ANDRÉ LUCHAIRE
collaboration spéciale

Il y a un proverbe italien qui dit que tous les noeuds dans une chevelure finissent par arriver sous le peigne (« Tutti i nodi vengono al pettine »). Autrement dit, il ne sert à rien de retarder des échéances inévitables et il faut, un jour ou l'autre, les affronter une fois pour toutes...

En acceptant, après la démission de M. Giovanni Gorla, d'essayer de former un nouveau gouvernement, M. Ciriaco De Mita, secrétaire général de la Démocratie chrétienne, devait être conscient de la difficulté extraordinaire de la tâche qu'il assumait. Car il savait bien qu'il n'était plus question d'un simple replâtrage, comme il y en avait eu tant depuis cet hiver 1986-1987 où son parti, évincé du pouvoir au profit du Parti socialiste, avait commencé à signifier qu'il était temps qu'il pense à lui « restituer ce pouvoir », c'est-à-dire la direction de la coalition pentapartite, qui gouvernait le pays depuis août 1983.

Mais quatre ans après, il s'en faut que les chances de réussite de M. De Mita soient ce qu'elles étaient — ou ce qu'elles paraissent être — pour un retour à la normale, la « normale » étant que l'Italie soit gouvernée comme elle l'avait été, sans interruption depuis les débuts de la République, par la Démocratie chrétienne.

Celle-ci est restée comme une sorte de microcosme politique et social reproduisant les humeurs variées — et variables — de l'électorat italien. C'était à la fois une justification de ses titres à un gouvernement centriste, mais aussi la porte ouverte à des courants internes. Ceux-ci, il y a une dizaine d'années, paraissaient de fait devoir se cristalliser en entités plus ou moins autonomes qui rendaient difficile l'élaboration et l'application d'un programme commun, en particulier lors de crises ministérielles.

Il ne semble pas que l'arrivée, à la tête du parti, de M. De Mita, un



Claudio Martelli



Bettino Craxi



Giulio Andreotti



Ciriaco De Mita



Giovanni Gorla

avocat méridional doux mais entêté, ait réussi à exorciser totalement — il s'en faut — ces démons intérieurs.

Un de ces courants très influents, la « gauche démocrate-chrétienne » — est elle-même divisée sur les objectifs concrets d'une « ouverture à gauche », pour les uns, c'est le Parti socialiste (PSI), pour les autres, c'est le parti communiste (PCI).

Le premier, le parti de M. Bettino Craxi, est certainement le plus proche, idéologiquement parlant, de la Démocratie chrétienne : c'est celui avec qui l'élaboration d'un programme commun est le moins difficile. Ou plutôt elle l'a été, jusqu'ici.

En effet s'il a été possible de constituer avec lui une coalition gouvernementale dite « pentapartite » dont les deux axes étaient la DC et le PSI, c'est manifestement devenu depuis quelques années de plus en plus ardu.

Il y a plusieurs raisons à cela.

L'une des premières, c'est que l'influence réelle du PST déborde de beaucoup son importance numérique (14 p. cent de l'électorat, contre 34 p. cent pour la DC). Elle tient essentiellement à son chef actuel, M. Bettino Craxi, un véritable « chef » à la fois habile, énergique et charismatique.

C'est précisément ce dont manque la Démocratie chrétienne. Il est manifeste qu'en dépit de son habileté politique, M. De Mita ne « fait pas le poids » humainement parlant comparé à M. Craxi. Il est contesté dans son propre parti où M. Giulio Andreotti est son concurrent le plus évident, non seulement en raison de sa personnalité bien plus efficace (en dépit de son apparence physique désagréable à plusieurs) mais aussi parce qu'il est la personnalité la plus en vue de la « gauche » du parti. Mais ses orientations actuelles (PSI... ou PCI?) restent ambiguës. Quant à la droite du parti, elle reste fiante vis-à-vis son chef, à qui l'

reproche de se laisser mener par M. Craxi.

Ce dernier, de l'avis général, a les cartes en mains : en posant comme condition à sa participation à un gouvernement De Mita un « accord de programme » préalable, il lui impose des « fourches caudines » qui pourraient s'avérer inacceptables. Deux au moins de ces conditions sont déjà connues. L'une est une politique anti-nucléaire commençant par la fermeture de la centrale de Montalto. L'autre est une réforme des institutions dont le premier pas consisterait à éliminer le vote secret à la Chambre des Députés — ce vote secret qui a permis à plusieurs reprises de renverser un gouvernement jouissant d'une majorité parlementaire manifeste...

Il est également question qu'il demande la vice-présidence du Conseil et, qui plus est, en faveur de Claudio Martelli, vice-président du PSI, le bouillant héritier

présomptif de Craxi : ce serait de mauvais augure pour une collaboration éventuelle...

Quoiqu'il en soit des négociations présentement engagées par M. De Mita avec le Parti socialiste, ce dernier a déjà laissé entendre qu'à défaut d'obtenir un « accord de programme » avec M. De Mita, il ne lui donnerait qu'un appui « extérieur »...

Cette menace n'est pas hypothétique. Naturellement, tout le monde joue quelque peu au poker en ce moment, et M. Craxi lui-même doit être prudent : le Parti communiste, qui affecte ces jours-ci de lui battre froid, laisse toujours peser la menace d'une entente « programmatique » avec la Démocratie chrétienne elle-même, laquelle ne fait rien, au contraire, pour apaiser les « soupçons » de M. Craxi. Mais ce dernier sait fort bien deux choses : la première, c'est que la Démocratie chrétienne ne survivrait pas longtemps à un pacte avec le Parti

communiste et la seconde, c'est qu'au plan local la tendance actuelle à travers l'Italie est à la reprise des contacts entre socialistes et communistes.

Par ailleurs, les résultats des référendums de novembre dernier peuvent être interprétés comme un léger glissement à gauche de l'ensemble de l'électorat italien.

C'est en définitive sous des auspices plutôt sombres que s'est engagée la tentative de M. De Mita : il y a risque ; non seulement la présidence du conseil qu'il a apparemment tant convoitée (sinon personnellement, au moins en tant que chef de parti), mais du même coup la direction de la Démocratie chrétienne qui, c'est manifeste, lui tient encore plus à cœur...

Par contre-coup, c'est l'avenir de ce parti qui pourrait le cas échéant, être en jeu et, de ce fait, personne en Italie ni au dehors ne peut être indifférent à l'issue des pourparlers en cours.

Israël: un «vieux» pays de 40 ans

VICTOR CYGIELMAN
collaboration spéciale

JERUSALEM

Israël s'apprête à fêter le 40^e anniversaire de la naissance de l'état hébreu. Sans doute, compare aux vieux pays européens ou même aux «jeunes» Etats-Unis (plus de deux cents années d'existence), avoir quarante ans, pour un état, c'est rien, un premier balbutiement. Comment expliquer, alors, que les Israéliens se sentent prématurément vieillissants, las, découragés et se posent des questions que la jeunesse ne se pose pas? Est-ce parce que les juifs qui habitent ce jeune état sont, eux, une nation ancienne, dont les souvenirs historiques remontent à des millénaires? Ou est-ce parce que le vécu israélien, marqué par cinq guerres majeures, par un état d'hostilité quasi-permanente avec ses voisins et par des affrontements quotidiens — ou l'existence même de l'état d'Israël est, parfois, mise en question — a accéléré, télescope le processus de maturation?

Quoi qu'il en soit, ce 40^e anniversaire sera célébré avec éclat et, si possible, dans la joie.

On peut mesurer, sonder l'état d'âme d'un peuple en écoutant ses blagues, son humour. A la question: «Pourquoi les autorités ont-elles décidé d'accorder tant d'importance au 40^e, sans attendre, ce qui aurait été normal, le 50^e anniversaire?», on vous répond que le chiffre 40 a une signification symbolique dans l'histoire du peuple juif. Ainsi, le déluge, ou seul Noé et sa famille furent épargnés par la colère divine, dura 40 jours. Avant d'arriver dans Canaan, la terre promise par Dieu à «son» peuple, Moïse pro-

mena les hébreux pendant 40 ans dans le désert du Sinai. Etc, etc.

Inquiets de leur avenir

Comment répondent les jeunes «sabras» (nés en Israël), exécutés par le service militaire en territoire occupé, ou au sud du Liban, fatigués des querelles politiques, en haut lieu, qui ne débouchent sur rien, inquiets de leur avenir? «Ils ont décidé de fêter le quarantième anniversaire parce qu'ils ne sont pas certains d'arriver jusqu'au cinquantième...». Les «ils», en question, sont les dirigeants d'Israël, auxquels les jeunes ne font pas confiance et dont ils attendent, pourtant, tout: la sortie de l'impasse avec les palestiniens en révolte, la paix, l'ouverture d'un avenir bouché.

L'humour noir de ces jeunes reflète non seulement leur pessimisme foncier, mais doit aussi servir de signal d'alarme, pour les responsables de la politique israélienne.

C'est ce qui explique, nous dit-on, les vendredis soir des familles israéliennes, qui passent leur «Chabbath» à discuter politique, à «examiner l'état de la nation» jusqu'aux petites heures de la nuit. Les Israéliens sont un peuple bizarre. Ils méprisent leurs politiciens, mais il raffolent de politique. Ils achètent et lisent, avec passion, plusieurs journaux par jour, mais attaquent les journalistes, auxquels ils reprochent de «noircir» la réalité. RPT RPT auxquels ils reprochent de «noircir» la réalité. Toute la grande presse, les quotidiens, les grands hebdomadaires, les principaux hebdomadaires, de la radio et la TV, sont, grosso modo, pour une politique colombe, pour des compromis avec les palestiniens. Avec

les arabes, en général. Et pourtant, les spécialistes prédisent une victoire de la droite nationaliste aux prochaines élections. Ou est, ici, l'influence des médias? Dernièrement, on a vu apparaître des vignettes sur l'arrière vitre des voitures: «le peuple est contre les médias». Partout, dans le monde, à l'est comme à l'ouest, l'homme de la rue est content quand la presse critique le pouvoir, dénonce ses abus, son programme politique erroné. En Israël, les citoyens dénoncent les journalistes, accusés de «anti-patriotisme» quand ils osent écrire ou dire à la radio que les émeutes palestiniennes, par exemple, ne sont ni un fléau de Dieu, ni une «machination» organisée par Arafat, mais le résultat de vingt années d'occupation.

Le juif bête?

Pourquoi les Israéliens réagissent-ils de la sorte? Est-ce parce que, comme l'écrivit le grand sculpteur israélien I. Igal Tumarkin, quarante années d'existence souveraine d'Israël ont produit un type de juif, inconnu jusqu'ici dans le monde — le juif bête?

C'est aller un peu vite en besogne. Même s'il est vrai d'une collectivité humaine, ou pendant des dizaines d'années.

RPT RPT même s'il est vrai qu'une collectivité humaine, soumise pendant des dizaines d'années à un sentiment nationaliste virulent, face à un ennemi extérieur qui va jusqu'à nier son droit à l'existence, est apte à perdre son équilibre mental. Cette collectivité en vient à préférer, souvent, les mythes, qui nourrissent un patriotisme à toute épreuve, à la pensée rationaliste qui vous amène à des remises en question, parfois douloureuses.

Mais ce n'est pas tout. Les Israéliens, même ceux qui aimeraient que leur gouvernement change de cours, perdent patience, sont de plus en plus irrités, face à certaines attitudes du monde extérieur, qui parlent d'Israël comme si ce pays était le mal incarné. Nous avons entendus des militants de «paix maintenant» s'indigner devant des émissions de la télévision britannique, par exemple, ou les émeutes dans les territoires occupés étaient présentées de façon très unilatérale. Les Israéliens, les jeunes intellectuels surtout, se demandent pourquoi? Ils cherchent les raisons de cet état de choses et ne trouvent pas de réponse.

«J'admets que notre conduite, face aux lanceurs de pierres palestiniens, n'est pas reluisante, bien que, en partie, compréhensive du point de vue d'un pouvoir militaire chargé d'assurer l'ordre», nous dit un étudiant de vingt-deux ans, militant de «paix-maintenant» il ajoute: «mais pourquoi cette hargne contre nous? Cette colère? Ces indignations? On dirait qu'ils attendent de nous juifs que nous soyons de petits saints, un exemple pour le monde. C'est injuste et incompréhensible».

On attend plus d'Israël

Nous nous souvenons d'un article de Maurci Clavel RPT RPT de feu Maurice Clavel, dans le «nouvel OBS», il y a une quinzaine d'années, qui se terminait pas la phrase: «Israël, israéliens, vous m'avez déçu». C'était aussi à propos des palestiniens. Même si Clavel avait raison sur le fond, de quel droit proclamait-il sa «déception» de la conduite d'Israël? Imagine-t-on un article dans la presse américaine ou allemande, se terminant «France, français, vous m'avez déçu», après l'attaque meurtrière contre le bateau «Green Peace», exécutée par deux agents secrets français, con-



Le chancelier Adolf Hitler rencontre Haj Amin El Husseini, Grand Mufti de Jérusalem (et chef des musulmans palestiniens) pendant la Deuxième Guerre mondiale.

PHOTO KEYSTONE/SYGMA

tre des hommes venu protester contre les essais atomiques français? On attend plus d'Israël, nous répond-on. Pourquoi et de quel droit?, demandent les Israéliens.

Tout se passe, souvent, comme si l'état d'Israël est à la fois la bonne et la mauvaise conscience du monde occidental chrétien. D'un côté, les persécutions anti-juives séculaires, culminant avec le génocide nazi, pèsent sur la conscience de l'occident. D'un autre côté, toute méconduite d'Israël, tout acte qui paraît contraire à la morale universelle, prennent trop souvent l'allure d'un «péché» au sens chrétien du terme, un péché juif qui soulage, en quelque sorte, la mauvaise conscience des non-juifs, surtout en Europe, suite à la «Shoa» du peuple juif, sous Hitler.

Ces jours-ci, les irakiens ont tué avec du gaz — moutarde des milliers des kurdes, la plupart des femmes et des enfants, dans des territoires irakiens occupés par les troupes iraniennes. De nombreux correspondants de presse occidentaux ont rapporté ce témoignage atroce. Pourtant, ni l'ONU, ni la commission des droits de l'homme n'ont spécifiquement condamné l'Irak pour ce crime de guerre contre une population civile.

La répression israélienne

Il y a quelques semaines, par contre, la même commission des droits de l'homme, de l'ONU, à Genève, a qualifié de «génocide» la répression israélienne dans les territoires occupés. Ces jours-ci encore, les Kurdes turcs ont alerté le monde contre une politique

de «liquidation nationale» pratiquée par les autorités d'Ankara, qui ont voté des lois interdisant aux mères Kurdes de parler cette langue à leurs enfants et qui puni de prison ferme la possession de livres écrits en Kurde.

Personne ne s'en est ému outre mesure. Les Israéliens sont révoltés par ces deux poids et deux mesures et — réaction néfaste, mais naturelle — se retranchent encore davantage dans un ultra-nationalisme chatouilleux, outrancier.

Le quarantième anniversaire, malgré la commission spéciale qui prépare, depuis des mois, des festivités hors pair aux quatre coins du pays, s'annonce plutôt sombre pour Israël. Isolé sur le plan international, déchiré à l'intérieur, ce jeune état d'un vieux peuple cherche, difficilement, sa voie.



Ce jeune homme à l'air inquiet se demande sans doute ce qui l'attend dans le nouveau pays d'Israël. C'était il y a 40 ans.

PHOTO SYGMA



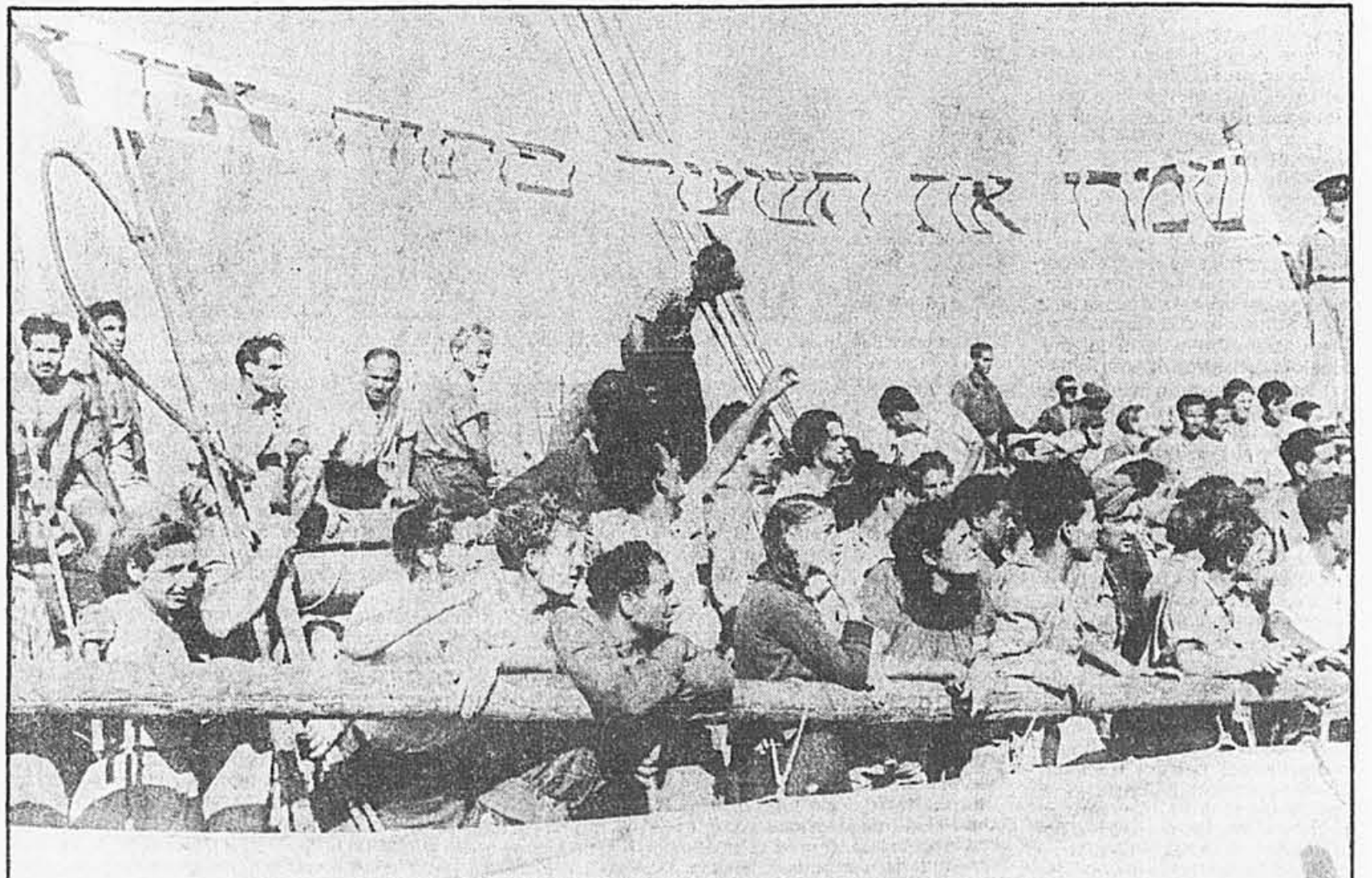
PHOTO SYGMA

Le 15 octobre 1937, de violentes bagarres éclatent à Jérusalem à la sortie de la prière à la Grande Mosquée, entre Juifs et Arabes: plusieurs morts et de nombreux blessés.



En 1948, de nouveaux réfugiés juifs venant d'Allemagne attendent à Chypre le bateau qui les emmènera en Israël.

PHOTO KEYSTONE/SYGMA



Le «vaisseau fantôme» HAVIVA REIK accoste à Haïfa, avec 450 réfugiés juifs venant d'Europe, le 17 juin 1946.

PHOTO SYGMA

Mitterrand est le grand favori, mais la course à la présidence est complètement floue

LOUIS B. ROBITAILLE

Collaboration spéciale PARIS



Quatre jours après l'annonce de sa candidature, 29 jours avant le premier tour de scrutin, le président François Mitterrand reste le grand favori de l'élection présidentielle des 24 avril et 8 mai. À tel point que les observateurs — et même les deux principaux concurrents — en sont à spéculer sur les scénarios suivant la réélection du sortant, comme si elle était déjà acquise.

Mais en même temps, la compétition politique est tellement inédite pour la France, l'absence d'affrontement idéologique si déroutante, que des retournements brutaux de tendance restent envisageables dans les quatre petites semaines à venir. « Rien n'est joué, tout reste possible », répètent les commentateurs politiques. Au fond, la France connaît aujourd'hui, pour la première fois en 30 ans, une élection « à l'américaine », ou presque. C'est-à-dire que malgré les clivages partisans, c'est la personnalité même des grands candidats qui va faire la différence, leur capacité à utiliser la télévision, leurs gaffes et leurs bons coups. De Barre, Chirac ou Mitterrand, chacun peut encore espérer gagner le 8 mai s'il crée une « dynamique » en sa faveur, s'il gagne la bataille de la confiance personnelle.

Par rapport à toutes les précédentes élections présidentielles ou législatives sous la 5^e République, c'est une situation nouvelle. Auparavant, on connaissait bien les grands paramètres. Il y avait la gauche et la droite. Un candidat, soutenu par les communistes et les socialistes faisait un peu plus ou un peu moins de 45 p. cent des voix au premier tour. Avec les voix émiettées de l'extrême-gauche, environ 48 p. cent. Il lui restait entre les deux tours à « créer la dynamique » pour aller chercher les deux p. cent manquants en misant quelque peu sur les divisions créées au sein de la droite par les affrontements du premier

tour. Là-dessus les arguments étaient invariables. « Vous êtes des exploités et des valets du grand capital », disait la gauche. « Vous êtes des incompetents en économie et des bureaucrates autoritaires en matière politique », disait la droite. C'est dans ce climat d'affrontement théologique que Giscard avait battu Mitterrand en 1974 et Mitterrand Giscard en 1981. Les deux débats télévisés avaient certes eu de l'influence, mais ce n'était pas la qualité du passage des protagonistes ou leur coupe de cheveux qui faisait la différence.

Aujourd'hui, s'il reste une sensibilité de gauche et une sensibilité de droite (pas tellement plus qu'entre les démocrates et les Républicains aux États-Unis), il y a de moins en moins d'électeurs — sauf à l'extrême-gauche et à l'extrême-droite — pour croire à des solutions miracles de part et d'autre. Il n'y a qu'à faire le tour des grandes questions de l'heure :

■ immigration : la gauche a expulsé et expulsé des immigrés clandestins. Sans doute moins que la droite et moins brutalement. En revanche, personne ne pense que la droite s'attaquerait aux droits des immigrés « réguliers » ;

■ chômage : droite et gauche ont exactement les mêmes recettes, que ce soient les travaux d'utilité

collective, les stages de formation, bref « le traitement social du chômage ». Ni la droite ni la gauche n'ont trouvé encore la solution miracle consistant... à créer des emplois;

■ en matière de sécurité et d'inflation, 80 p. cent des électeurs souhaitent un gouvernement qui assure la sécurité sans tomber dans l'État policier, et qui fasse retomber l'inflation sans aggraver la récession.

On pourrait continuer la liste : pour la gestion de l'État et de l'économie, pour assurer la défense du pays, pour équilibrer les finances de la Sécurité sociale, pour préparer l'entrée de la France dans le grand « marché unique » de 1992, les Français souhaitent d'abord et avant tout quelqu'un de « capable », de raisonnablement honnête, bref quelqu'un à qui on peut faire confiance. Sur aucun de ces sujets, ni Barre ni Mitterrand ni Chirac, ne se distingue fondamentalement. La seule question étant de savoir lequel serait le moins mauvais pour affronter tous ces dossiers. Ce qui fait que, dans tous les sondages, et malgré les affinités droite-gauche traditionnelles, on trouve un pourcentage tout à fait inhabituel d'indécis : au-delà de 30 p. cent.

Bien sûr, tous les éléments ont l'air en place pour une réélection



François Mitterrand semble incarner la France, même si les électeurs préfèrent un gouvernement de droite.

confortable de François Mitterrand.

Celui-ci a réussi avec une maîtrise exceptionnelle à prolonger jusqu'à la dernière minute le « second état de grâce » que lui confère depuis deux ans son rôle de « président-arbitre-et-sage ». De Gaulle, en 1965, n'avait annoncé sa candidature que 32 jours avant le premier tour. Mitterrand, un jour de plus à peine. Ce qui fait que ses deux grands rivaux, Barre et Chirac, ont déjà eu le temps de se tirer dans les pattes et de créer un climat d'hostilité très défavorable pour le second tour. Mais en quatre semaines ont-ils encore le temps de déboulonner le « père-et-la-nation » ?

François Mitterrand règne sur une gauche parfaitement ordonnée ou en tout cas sous contrôle. Sans avoir le moins du monde besoin de faire des promesses, ni même de se réclamer du « socialisme » (le mot n'a même pas été prononcé mardi dernier lors de l'annonce de sa candidature), Mitterrand est assuré du soutien unanime des électeurs socialistes (près de 35 p. cent). Le pauvre Parti communiste, qui va se ramasser avec cinq ou six p. cent, ne pourra pas empêcher le report de ses voix sur le candidat de la gauche. Idem pour les poussières d'extrême-gauche. Bref, sans faire pratiquement une concession à la gauche la plus orthodoxe, M. Mitterrand est installé sur un capital de 46-49 p. cent des voix.

vote à Chirac. Enfin, comble de la bizarrerie, près de 25 p. cent de l'électorat de Jean-Marie Le Pen (extrême-droite) voterait pour Mitterrand au second tour. Ajoutons à cela que beaucoup de barristes préfèrent Mitterrand à Chirac. Et que Chirac, prévoyant déjà sa défaite au second tour, s'inquiète surtout de consolider sa place de chef d'opposition. Que Giscard, en ne soutenant personne, favorise Mitterrand. Et que Jean-Marie Le Pen mise sur une présidence Mitterrand bis pour conforter ses positions électorales. Bref, tout le monde attend Mitterrand et s'attend à sa réélection.

Mitterrand a donc en main à la fois les atouts objectifs... et une avance considérable qui permet de jouer en toute sérénité. La seule incertitude de cette compétition, c'est que, pour l'essentiel, elle se joue sur les personnalités. François Mitterrand, étonnamment en forme pour ses 71 ans, virtuose de la manoeuvre politique, a tout ce qu'il faut pour gagner. Mais s'il y a un faux pas, toujours possible ? Des sondages moins bons qui le forcent à changer de stratégie ? L'émergence — pour l'instant inexistant — d'une « dynamique » en faveur de Barre ou de Chirac ? Comme le dirait Monsieur de la Palice, la campagne électorale réelle étant très courte, elle va se jouer sur une période très courte. Mitterrand part gagnant. Mais en quatre semaines et dans ce climat de personnalisation, une erreur, un faux pas risquant d'être irrattrapable. Aux États-Unis, ce serait une couche de Chirac ne voterait pas pour Barre, 30 p. cent ou plus des barristes refuseraient leur

En face, on assiste à une véritable implosion de la droite. Pour l'instant, même si Chirac distance nettement Barre (21 contre 18, soit un total à peine supérieur à ce qu'on prévoit pour Mitterrand à lui tout seul), la différence reste trop faible pour être irréversible. Ce qui laisse présager une lutte au couteau entre les deux hommes, réjouissante pour le candidat socialiste. Et le fait est que le gagnant de la « primaire » à droite, finira peut-être le 24 avril, avec un maigre 23 ou 24 p. cent. Ce qui est bien minuscule pour créer la fameuse « dynamique » et rassembler les 50 p. cent nécessaires. D'autant plus que, faute de grands débats idéologiques, la droite semble disposée à partir dans toutes les directions au deuxième tour : 20 p. cent des électeurs de Chirac ne voterait pas pour Barre, 30 p. cent ou plus des barristes refuseraient leur



Jacques Chirac est mieux placé que Raymond Barre au premier tour, mais curieusement, les partisans de Jean-Marie Le Pen pourraient faire la différence en reportant leurs voix sur Mitterrand au second tour.

Les républicains veulent Bush

Mais il est difficile de savoir pourquoi

JEAN-FRANÇOIS LISÉE

collaboration spéciale WASHINGTON



« Il semble qu'il y ait réellement des gens qui veulent que George Bush devienne le prochain président des États-Unis » écrivait, incrédule, un analyste politique au lendemain de l'écrasante victoire de Bush dans le sud, le huit mars.

La tendance ne s'est pas retournée. Depuis, le vice-président a humilié ses opposants à la primaire d'Illinois le 15 mars et il détient une avance de 40 p. cent pour la primaire du Connecticut de mardi prochain. Pour l'instant, État par État, le score se lit : Bush 21, Dole 1. Robert Dole, leader républicain du Sénat, a surclassé Bush le jour du départ de la course, en Iowa. Depuis, rien.

« Si j'essaie de le frapper directement, j'atteins indirectement Ronald Reagan et alors ils disent « oh, oh, voilà qu'il attaque Reagan », se plaint Dole. Le Sénateur du Kansas tentera sa chance une nouvelle fois dans son midwest natal, lors de la primaire du Wisconsin le 5 avril, mais les sondages le donnent déjà perdant. Même le leader religieux Pat Robertson maugrée contre cette course injuste, où s'attaquer à Bush équivaut à « se battre contre le fantôme de Reagan ». Robertson, qui avait lui aussi battu Bush en Iowa, végète maintenant dans la marge d'erreur des sondages.

Bon, d'accord, Bush a hérité de la base politique du président. Les électeurs républicains inconditionnels de Ronnie reportent massivement leur affection sur Bush. Pourquoi ? Interrogés à la

sortie des bureaux de vote, ils citent « l'expérience » et le « leadership » du vice-président, mentionnent spontanément sa « capacité à conduire la politique étrangère » et « à produire une économie forte ».

Mais à aucun de ces chapitres George Bush n'a laissé de trace au cours de sa carrière. Ambassadeur à l'ONU au temps où cette fonction était à peine plus que protocolaire, ambassadeur à Pékin pour huiler la normalisation des relations Chine-USA, directeur de la CIA pour panser les plaies de l'après-Watergate, Bush fut partout compétent, mais jamais assez brillant ou visible pour frapper l'imagination de l'électeur. En économie, on ne sait simplement pas à quoi les électeurs font allusion. Candidat contre Reagan en 1980, Bush dénonçait le programme économique du futur président. Aujourd'hui, il offre la même impossible équation : réduire le déficit budgétaire sans accroître les revenus et tout en augmentant les dépenses (SIDA, éducation, espace, lutte contre la drogue).

Un troisième mandat Reagan

Les sondages nous donnent une autre piste : 70 p. cent des électeurs républicains souhaitent que leur candidat préside à un « troisième mandat Reagan ». Mais s'ils voulaient répéter le premier mandat Reagan, celui des grands chambardements conservateurs, ils n'avaient qu'à voter pour Jack Kemp, l'idéologue de l'optimisme conservateur, prêt à relever le défi reaganien pour une nouvelle génération. Ou encore Robertson, à même de lancer l'offensive conservatrice sur les questions sociales comme Reagan l'avait fait sur les questions économiques. Les républicains n'en ont pas voulu.

C'est peut-être qu'ils préfèrent, en rappel, le second mandat Reagan, moins l'irangate bien sûr.



Le gouverneur Thompson de l'Illinois exhibe un chandail voulant donner un peu de « punch » à la campagne de George Bush qui n'a,

on ne sait trop pourquoi, qu'à se baisser gentiment pour récolter les voix républicaines.

Une gestion un peu pépère, beaucoup de sommets avec Gorbachev, du désarmement. Mais dans ce cas, ils avaient à portée de vote un Robert Dole au moins aussi compétent côté gestion, certainement plus habile joueur de poker côté désarmement.

Alors pourquoi ? Bush avait plus d'argent, une meilleure organisation ? L'histoire électorale récente regorge de candidats argentés et organisés mais laissés sur le pavé par les électeurs. Le républicain texan John Connally, aux primaires de 1980, était de ceux-là, avec, il faut le souligner, George Bush.

Bush a plus de charisme, d'idées, de sex-appeal ? Poser la question, c'est y répondre.

Électabilité

Les républicains seraient-ils fins joueurs, et votent-ils pour le candidat qui a le plus de chance

d'être élu en novembre ? Dans ce cas, ils se trompent. Ce sont les électeurs centristes, les indépendants, les démocrates sortis du bercail pour appuyer Reagan en 1980 et 1984, qui détiennent la clé de la Maison-Blanche. Et parmi eux les sondages le disent, Bob Dole est plus populaire, notamment parce qu'il n'a rien à cacher dans l'affaire iranienne, contrairement à un vice-président embourbé dans ses propres versions contradictoires.

Selon un sondage du Washington Post et du réseau ABC publié cette semaine, le tiers des indépendants et des « Reagan démocrates » disent qu'ils sont moins disposés à voter pour Bush à cause de l'affaire iranienne. Un vieux débat ? Au contraire. L'affaire reprendra la manchette jusqu'en novembre à la suite de l'ouverture, jeudi dernier, d'une guérilla judiciaire entre les accusés Oliver

North et compagnie et le procureur spécial Lawrence Walsh.

Pour l'instant, s'il devait se mesurer au candidat démocrate le plus probable, le gouverneur du Massachusetts Michael Dukakis, George Bush arriverait ex aequo (selon un sondage CBS de jeudi) ou perdrait à 5 p. cent derrière le gouverneur, selon le sondage ABC de mercredi. (Intéressante trouvaille du sondage d'ABC, une élection entre Bush et le gouverneur de New York Mario Cuomo donnerait cependant la victoire à Bush, ce qui enlève un énorme argument à un « sauvetage » du parti démocrate par Cuomo).

L'« électabilité », donc, n'est pas un bon argument pro-Bush. Nous revoyons au point de départ. Et si le vice-président ne savait pas lui-même quel est le secret de son succès ? Cela expliquerait pourquoi il est idéologiquement immobile. Ses discours ne sont

pas plus bêtes que d'autres, mais ils sont remarquablement vides d'idées, de propositions. Son grand thème : devenir « président de l'éducation ». Ce domaine est cependant du ressort des États, pas de Washington, et au-delà d'une proposition de plans d'épargne-études, son programme est inexistant. Sur sa politique étrangère, dont les électeurs, on l'a vu, raffolent, il fait du sur-place. « Il est difficile de décrire quels seraient ses objectifs, notamment parce que ses conseillers ont réussi à mettre un terme à tous les efforts sérieux visant à développer de nouvelles politiques » pour le candidat, écrit l'hebdomadaire « US News and World Report ». Bizarre.

À l'évidence, George Bush se tait. Ou plutôt, il parle pour en dire le moins possible. C'est ce qu'il fait de mieux. Et ça marche. Il doit être aussi surpris que nous.

PHOTO AP

Plusieurs centaines de milliers de sans-logis aux États-Unis

GEORGES DESCHODT
de l'Agence France-Presse
WASHINGTON

■ Les États-Unis ont découvert cet hiver le drame de leurs sans-logis, dont plusieurs sont morts de froid par les soirs de grand gel dans les rues de la capitale, de New York ou de Chicago.

À Washington, on les voit mendier aux abords des bouches de métro. À Naples, station balnéaire de Floride, ils se nourrissent aux poubelles des McDonald ou Burger King. À Los Angeles, ils s'abritent sous les tentes d'un terrain vague baptisé *Tent City*.

Les estimations varient sur leur nombre. Plus de trois millions selon la Coalition Nationale pour les Sans-Logis. Entre 250 000 et 350 000 pour le département du Logement et du Développement urbain. Environ 350 000 d'après une étude de l'Université Harvard.

Une seule chose est certaine, ce nombre a augmenté de manière dramatique au cours des deux dernières années et de plus en plus de familles sont touchées. Un rapport de la Conférence des Maires d'Amérique indique qu'en 1986 et 1987, 23 à 24 p. cent des demandes d'hébergement d'urgence dans les grandes villes du pays n'ont pu être satisfaites.

Selon le même rapport, les familles avec enfants représentaient 33 p. cent du total des sans-logis l'an dernier, contre 28 p. cent en 1985. Les femmes seules constituaient 15 p. cent du total au lieu de 12 p. cent et les hommes seuls 49 p. cent au lieu de 60 p. cent.

Sensibilisation

Le drame des sans-logis vient de faire l'objet d'un recueil de photos, intitulé *Sans-logis en Amérique*, un projet photographique, publié sous l'égide de l'Association Nationale pour la Santé Mentale et de Familles pour les Sans-Logis. Ces images cruelles, réalisées à travers tout le pays, sont également exposées dans une galerie de Washington, avant de sillonner plusieurs villes.

Photos d'anciens combattants du Vietnam faisant les poubelles, des enfants Fitzgerald serrés autour de leur mère, expulsée de son logis de la banlieue de Washington, du couple Corvan campant sur une pelouse après la fermeture du Liberty Motor Inn, à North Bergen, près de New York, ou de Robert Cox, mort de froid à Washington, une nuit de janvier 1987.

Pourtant, l'Amérique de Ronald Reagan est prospère. Le taux de chômage est le plus bas depuis dix ans. Les revenus moyens ont augmenté plus vite que le coût de la vie. Les impôts ont diminué. Les nuages qui planent sur l'avenir, comme le déficit budgétaire, celui de la balance commerciale ou l'affaiblissement du dollar, ont inquiété les Américains quand ils ont provoqué la crise de Wall Street, en octobre dernier. Mais depuis, le marché boursier s'est rétabli.

Mais cette prospérité a eu aussi ses laissés-pour-compte, ceux qui n'ont pas pu trouver un travail en dépit de la reprise économique, ceux qui ont vu l'aide dont ils bénéficiaient diminuer en raison des coupes budgétaires dans les programmes sociaux.

Ces programmes ont en effet été les principales cibles d'un gouvernement pour qui le laissez-faire économique est une doctrine sacrée. Ils ont souffert aussi de l'accroissement des dépenses militaires et des efforts pour limiter le déficit du budget.

Les HLM

Selon la Coalition Nationale pour les Logements bon marché, le coût du logement pour les familles pauvres vivant d'un seul salaire est passé de 35 à 58 p. cent du revenu entre 1974 et 1987. En outre, nombre des immeubles vétustes abritant les déshérités sont progressivement condamnés sans que des logements de rechange soient trouvés et, surtout, sans que d'autres habitations à bas loyer soient construites.

La prospérité revenue n'a pas touché également tous les États. Le Texas par exemple continue à souffrir de la crise du pétrole et certains de ses habitants se sont lancés sur les routes dans l'espoir de retrouver ailleurs un emploi perdu. Dans certaines régions, l'exode rural se poursuit, venant

gonfler le nombre des sans-logis. À Seattle, les autorités locales parlent d'un exode similaire à celui des Okies, ces fermiers de l'Oklahoma condamnés par l'érosion à quitter leurs terres durant les années 1930.

Une grande partie des sans-logis, qu'ils soient célibataires ou chefs de famille, ont des problèmes psychiatriques sérieux. L'Association Nationale pour la Santé Mentale les estime à environ un tiers du total.

Sans-logis en Amérique a été accueilli avec intérêt aux États-

Unis. Plusieurs de ses photos ont été publiées dans l'hebdomadaire *Newsweek* ou montrées à la télévision. Ses responsables espèrent que cela aidera à mobiliser l'opinion en vue d'un accroissement de l'assistance fédérale aux déshérités.

L'accord conclu en décembre entre la Maison-Blanche et le Congrès pour réduire progressivement le déficit budgétaire américain ne permet cependant guère d'espérer un accroissement prochain des crédits d'aide sociale aux États-Unis.

10000\$

DE RABAIS SUR SENTRA DE LUXE



STANZA

et camionnettes



NISSAN

JUSQU'AU 31 MARS 88

Cité NISSAN

GARANTIE 3 ANS / 60,000 KM COMPLETE
6 ANS / 100,000 KM SUR MÉCANIQUE

Centreville NISSAN

3500, Jean-Talon O.
Montréal, Québec
H3R 2E8

739-3175

2085, Ste-Catherine O.
Montréal, Québec
H3H 1M7

932-6677

LE GROUPE **MIRAMAR**

vous offre cette

VENTE COLOSSALE

Piscine en pin traité sous pression

GARANTIE 40 ANS*

* Garantie valide même si l'installation est faite par l'acheteur.

Pré-saison FINANCEMENT DISPONIBLE



PISCINE CREUSÉE de 15 x 29 pi ENTièrement ÉQUIPÉE
INCLUANT:
● Filtre 1 HP ● Drain de fond ● Ramasse-feuilles
● 200 lb de sable ● Toile à motif ● Thermomètre
● 2 retours d'eau ● Echelle à 3 marches ● Trousse d'analyse d'eau
● Écumoire grande ouverture ● Aspirateur ● Plomberie
● Manche télescopique

SEULEMENT 7995\$ INSTALLATION COMPRISE

PISCINE HORS TERRE
seule ou avec plateforme et promenade en pin traité
À PRIX SPÉCIAL MIRAMAR

PATIOS et CLÔTURES BOIS TRAITÉ SOUS PRESSION

Les Bois Traités Repentigny Inc.
373A, rue Notre-Dame
Repentigny, P.Q., J6A 2S8 (1) 582-2653

Les Piscines Fiesta Inc.
3970, Wilfrid-Laurier
Saint-Hubert, P.Q., J3Y 6B4 (1) 445-8589

Les Bois Traités de l'Estrie,
6000, boul. Bourque, C.P. 1744
Rock Forest, J1N 1C3 (1) (819) 884-6000

Les Piscines Riviera Inc.
1060A, Thibault nord
Cap-de-la-Madeleine, P.Q., G8T 7B2
(1) (819) 372-1166

Les Bois Super Traités de Laval Inc.
1900, boul. Labelle
Chomedey, Laval, H7T 1L3 687-4642

Les Bois Traités Lnaudière Inc.
572, boul. Antonio-Barrette
Joliette, P.Q., J6E 7Y8 755-2963

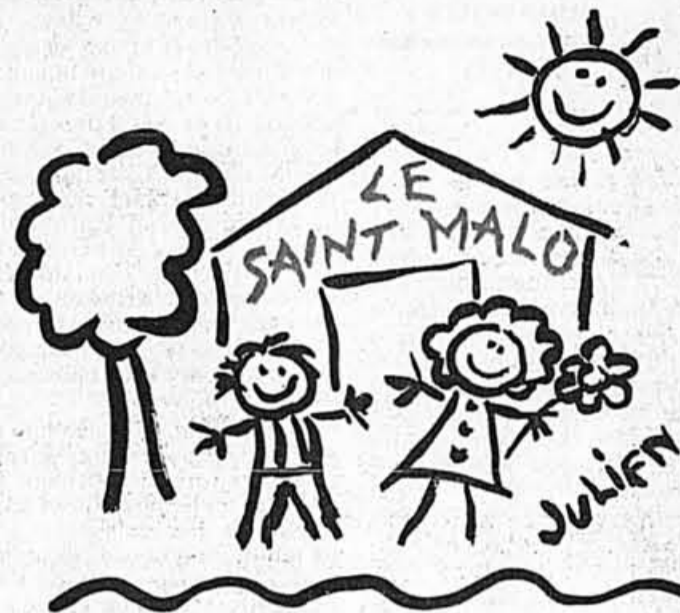
Piscine Chal-Tech Enr.
117A, boul. Laurier (Route 116)
Saint-Basile-le-Grand, P.Q., J0L 1S0
(514) 461-3452

Arboriculture de Beauce Inc.
702, boul. Renaud
Beauceville est, P.Q., G0S 1A0
(418) 464-4105

Les Bois Traités Nordic Inc.
832, boul. Labelle
Blainville, P.Q., J7C 2K6 430-6558 / 437-2141

Miramar Brossard
7205, boul. Taschereau
Brossard (Québec) J4Y 1A2 685-0309

RÉSIDENCE POUR PERSONNES RETRAITÉES



«La meilleure décision de grand-papa et grand-maman»

La vérité sort de la bouche des enfants...
Le petit Julien a bien raison.

Au Saint-Malo, nous nous engageons à ne jamais augmenter votre loyer* aussi longtemps que vous y résiderez!

Imaginez, vous aurez la chance d'habiter une résidence des plus sympathiques où il fait bon vivre en toute sécurité tout en ayant l'assurance de toujours payer le même montant mensuel.

Et les économies ainsi réalisées vous permettront de vous offrir des petits luxes!

*Le prix du loyer comprend: 3 repas par jour servis en salle à manger, une surveillance médicale 24 heures sur 24, l'entretien ménager quotidien, un bain turbiné, de nombreuses activités et beaucoup d'autres avantages.



Oui, je désire recevoir, sans frais et sans obligation de ma part, des informations supplémentaires concernant la vie au Saint-Malo.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Province _____ Code postal _____
Tel. _____

Veillez retourner ce coupon à:

LE SAINT-MALO
390, rue Bord de l'Eau
Longueuil, Qc J4H 3Z4
Tél.: (514) 651-0290

LE SAINT-MALO
RÉSIDENCE POUR PERSONNES RETRAITÉES

Offre d'une durée limitée

Commencez votre ménage de printemps dès aujourd'hui et économisez!

Dernière semaine!
Tout ensemble canapé et fauteuil
Prix spécial: 69\$ Ord. 94\$ à 120\$
Tout ensemble canapé et causeuse
Prix spécial: 89\$ Ord. 114\$ à 144\$



Cette offre comprend tous les coussins assortis. Laissez les experts de la Baie faire votre ménage de printemps. Grâce à nos méthodes de nettoyage sur mesure, vos meubles seront nettoyés à fond et rafraîchis. N'oubliez pas de demander notre traitement de protection des tissus pour prolonger l'éclat de vos meubles fraîchement nettoyés. Supplément pour le nettoyage des canapés modulaires et des revêtements en coton haïtien ou en tissu qui ne se nettoient qu'à sec. Des frais de déplacement peuvent être imputés en supplément. N'oubliez pas que nous nettoyons également les tapis. L'offre prend fin le 2 avril.



Du lundi au vendredi de 9 h à 17 h
Le samedi de 9 h à 14 h
340-9124

